

## **INTRODUCTION**

---

*« Regarder le travail comme une énigme, ça change tout : que l'on soit enseignant, formateur, accompagnateur d'insertion ou responsable des ressources humaines. En effet, cela veut dire qu'on cherchera à poser les bonnes questions avant de construire une réponse quelconque... »*

*Louis Durrive*

Ce dossier a été conçu pour vous proposer :

- des clefs pour comprendre les questionnements liés au travail,
- des repères pour alimenter et faire avancer votre réflexion.

Notre sélection est issue des travaux menés au sein de notre groupe de travail.

***Dossier réalisé et coordonné par Dominique Rousselin-Legrand. CREFOR  
Avec la collaboration de :  
Germaine Doley. IFA/CCI Rouen  
Marie-Noëlle Fabre. IDS  
Cécile Feydel DAFCO/CAFOC***



## SOMMAIRE

---

<b>Introduction.....</b>	<b>1</b>
<b>Présentation du conférencier</b>	
• Biographie, bibliographie.....	5
<b>Coup de cœur des documentalistes</b>	
• Article illustrant le thème de la conférence.....	9
<b>Bibliographie sélective.....</b>	<b>26</b>
<b>Webographie</b>	
• Laboratoires.....	47
• Sites officiels.....	53
• Revues en ligne.....	55
<b>Editeurs.....</b>	<b>57</b>
<b>Médias pour en savoir plus.....</b>	<b>59</b>
<b>Centres de ressources du réseau Ranfor.....</b>	<b>61</b>



## **Biographie, bibliographie du conférencier**

**Serge PAUGAM** est sociologue, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales et directeur de recherche au CNRS, membre du Laboratoire d'analyse secondaire et de méthodologie appliquée à la sociologie (Lasmas, CNRS-EHESS-Université de Caen) et du Laboratoire de sociologie quantitative (CREST-INSEE), responsable de l'équipe de recherche sur les inégalités sociale (ERIS) du Centre Maurice Halbwachs.  
<http://www.cmh.eris.ens.fr/hop/hoppublications/>

Son programme de recherche s'inscrit dans une démarche comparative, à la fois quantitative et qualitative, des formes élémentaires de la pauvreté dans les sociétés modernes, notamment en Europe. Il concerne à la fois l'analyse de la dynamique des inégalités et l'étude des fondements des liens sociaux à partir desquels il est possible de définir et de conceptualiser différents types de ruptures sociales.

### **Ouvrages :**

Repenser la solidarité, PUF, 2007. – 980 p.  
Les formes élémentaires de la pauvreté. PUF, 2005. – 286 p.  
La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion. rééd. Quadrige, 2002  
La disqualification sociale, rééd Quadrige, 2002. - 256 p.  
Le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle, PUF, 2000. - 437 p.  
L'Europe face à la pauvreté. Les expériences nationales de revenu minimum. La Documentation française, 1999. - 294 p. (In : Collection « travail et emploi »)  
L'exclusion, l'état des savoirs. La Découverte, 1996. – 582 p.

Précarité et risques d'exclusion en France en collaboration avec Jean-Paul Zoyem, Jean-Michel Charbonnel. La Documentation française, 1993 (In : Collection « Documents du CERC » n° 109)  
Atouts et difficultés des allocataires du RMI en collaboration avec Françoise Euvrard, Jérôme Lion. La Documentation française, 1991 (In : Collection « Documents du CERC » n° 98)

### **Contributions à des ouvrages collectifs**

#### **Processus d'intégration et lien de citoyenneté**

In Adda Bekkouche, La sous représentation des Français d'origine étrangère. Crise du système représentatif ou discrimination politique , L'Harmattan, 2005. - pp. 57-63

#### **Les différents liens sociaux et leurs ruptures**

In Pierre Chauvin et Isabelle Parizot (sous la dir.), Santé et recours au soins des populations vulnérables, Paris, Inserm, coll. « Questions de santé publique », 2005. - pp. 38-60.

#### **Détresse et ruptures sociales. Enquête auprès des populations s'adressant aux services d'accueil, d'hébergement et d'insertion**

In : Collectif, Les SDF : représentations, trajectoires et politiques publiques, PUCA, 2003.

**Les mégapoles face au défi des nouvelles inégalités**, Paris, Flammarion, coll. Médecine-Sciences, 2002

#### **Pauvreté et exclusion dans la société française contemporaine**

In : Lery A., Vimard P. (eds), Population et développement : les principaux enjeux cinq ans après la conférence du Caire, Paris, Les Documents et Manuels du CEPED, n° 12, 2001. – pp. 195-207 .

#### **Constructions identitaires et rapports sociaux dans une cité défavorisée de la banlieue parisienne**

In : Schnapper D. (ed), Exclusions au coeur de la Cité, Paris, Anthropos, 2001. - p. 19-68.

#### **L'exclusion : usages sociaux et apports de la recherche**

In : Berthelot J.-M., La sociologie française contemporaine, Presses Universitaires de France, coll. Fondamental, 2000. - pp. 155-171.

**Quel sens faut-il donner à l'exclusion ?**

In : Charpentier F. (Ed), Encyclopédie Protection sociale. Quelle refondation ?, Paris, Economica/Editions Liaisons, 2000. - pp. 1187-1201.

**La régulation sociale du chômage**

In : Oberti M., Mendras H., Le sociologue et son terrain, Paris, Armand Colin, 2000.

**Articles :**

**Repenser la solidarité - vers un nouveau contrat social ?**

In : Partage n° 192, janvier 2007. - pp. 2-14

**Les trois formes de pauvreté en Europe**

In : Sciences Humaines n° 168, février 2006. - pp. 44-47

**Les formes élémentaires de la pauvreté**

In : Alternatives économiques n° 236, mai 2005. - pp. 70-73.

**Précarité et rupture des liens sociaux. De fortes variations en Europe**

In : Cahiers français , 2005, La Documentation Française.

**Science et conscience de la pauvreté**

In : L'économie politique n°26, avril-mai-juin 2005. - pp. 66-77.

**La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 1970. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles**

In : Economie et statistique n°383-384-385, 2005. - pp.283-305.

**Comment les européens voient la pauvreté**

In : Sociétal n° 39, janvier 2003. - pp. 107-112.

**Précarité professionnelle et action collective**

In : Châtel V., Soulet M.-H. (éd), Agir en situation de vulnérabilité, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2003. - pp. 141-172.

**Les nouvelles inégalités entre salariés**

In : Cahiers français n° 314, La société française et ses fractures , mai-juin 2003.

**Les deux dimensions de la précarité professionnelle**

In : Alloche J. (Ed.), Encyclopédie des ressources humaines, Vuibert, 2003. - pp. 1137-1144.

**Précarité professionnelle : instabilité de l'emploi et insatisfaction au travail**

In : Cahiers de l'IAURIF n° 131-132, 2002. - pp. 120-131.

**L'évolution de la pauvreté et de ses représentations en Europe**

In : La Lettre du Lasmas n° 24, 2002. - pp.1-4.

**Face aux publics les plus marginalisés. Quelles réponses de l'IAE ? (insertion par l'activité économique)**

In : Economie et humanisme n° 361, juin 2002. - pp. 32-37.

**Les modes de régulation en Europe : quelles leçons en tirer**

In : Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (eds), Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, Economica, 2002. - pp. 83-110.

**Il faut réviser nos modes d'intervention sociale**

In : Actualités sociales hebdomadaires n° 2259, avril 2002. - pp. 37-39. .

**Pour une définition sociologique de la précarité professionnelle**

In : Politiques sociales Vol. 61 n° 3-4, 2002. - pp. 15-29.

**Les formes d'intégration professionnelle**

In : Sciences Humaines n° 114, mars 2001. - pp. 22-27.

**Les formes contemporaines de la pauvreté et de l'exclusion en Europe**

In : EHESS, Etudes Rurales, n° 159-160, juill.-déc 2001. - pp. 73-95.

**Rapports de recherche :**

Paugam S., Cléménçon M., Détresse et ruptures sociales - Résultats de l'enquête OSC-FNARS « personnes en détresse », FNARS, Recueils et documents n° 17, avril 2002. - 68 p.

Paugam S., Parizot I., Chauvin P., Firdion J.M, Santé, inégalités et ruptures sociales. Résultats de la pré-enquête conduite dans cinq zones urbaines sensibles d'Ile-de-France, Rapport pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion, Paris, INED-INSERM, avril 2002. - 97 p.



**Article issu de l'ouvrage « Repenser la solidarité », 2007. - chapitre 18, pp. 379-395**

***La solidarité organique à l'épreuve de l'intensification du travail et de l'instabilité de l'emploi. - SERGE PAUGAM***

Comme nous l'avons vu dans l'introduction de ce livre, la solidarité organique est le concept clé qu'utilise Durkheim pour qualifier les relations de complémentarité entre les individus dans les sociétés modernes caractérisées par une forte division du travail (Durkheim, 1930). L'intégration des individus au système social passe selon lui, en grande partie, par leur intégration - directe ou indirecte - au monde du travail, qui leur assure une fonction précise, interdépendante des autres fonctions, et par conséquent une utilité sociale. Mais Durkheim était aussi, on l'a vu, sensible aux formes anormales de la division du travail, celles ; qui pouvaient entraver la solidarité organique. Il a ainsi mis l'accent sur les faillites des entreprises, les contraintes et les insatisfactions du travail, l'irrégularité de l'activité. Il est frappant qu'il distinguait déjà, de façon certes assez implicite, ce qui relève du rapport à l'emploi (plus ou moins forte instabilité pour les travailleurs face à l'avenir) et ce qui relève du rapport au travail (plus ou moins forte adaptation des travailleurs à leurs tâches). Or, ces deux dimensions correspondent, l'une et l'autre, à de profondes mutations qui ont été étudiées par les sociologues au cours des deux dernières décennies, notamment celles qui se rapportent d'une part à l'intensification du travail et, d'autre part, à l'instabilité de l'emploi. Il convient par conséquent de se demander en quoi ces évolutions récentes remettent en question la solidarité organique telle que l'envisageait Durkheim. Après l'examen de ces grandes évolutions, je tenterai d'en tirer des conclusions sur les formes contemporaines de l'intégration professionnelle et de rechercher à partir d'enquêtes récentes les variations élémentaires entre les principaux pays européens.

380 *Sortir de la crise de la société salariale*

### **UNE DOUBLE PRÉCARISATION**

L'intensification du travail (Askenazy et al., 2006) et l'instabilité de l'emploi peuvent être considérées comme deux formes contemporaines de la précarité des travailleurs, la première renvoyant à la logique productive de la société industrielle, la seconde à la logique protectrice de l'Etat-providence. Le salarié est précaire lorsque son travail ne lui permet pas d'atteindre les objectifs fixés par l'employeur et lui semble sans intérêt, mal rétribué et faiblement reconnu dans l'entreprise. Puisque sa contribution à l'activité productive n'est pas valorisée, il éprouve le sentiment d'être plus ou moins inutile. On peut parler alors d'une *précarité du travail*. Mais le salarié est également précaire lorsque son emploi est incertain qu'il ne peut prévoir son avenir professionnel. C'est le cas des salariés dont le contrat de travail est de courte durée, mais aussi de ceux dont le risque d'être licenciés est permanent. Cette situation se caractérise par une forte vulnérabilité économique et par une restriction potentielle, des droits sociaux puisque ces derniers sont fondés en grande partie, sur la stabilité de l'emploi. Le salarié occupe, de ce fait, une position inférieure dans la hiérarchie des statuts sociaux définis par l'Etat-providence. On peut parler, dans ce cas, d'une *précarité de l'emploi*. Ces deux dimensions de la précarité doivent être étudiées simultanément (Paugam, 2000). Elles renvoient à des évolutions structurelles de l'organisation du travail, mais aussi à des transformations profondes du marché de l'emploi.

### ***Des rythmes de travail plus intenses***

Depuis le milieu des années 1980, il apparaît tout d'abord, d'après les enquêtes INSEE / DARES « Conditions de travail », que les salariés sont plus autonomes dans leur travail : quel que soit le sexe et quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle, ils déclarent être moins soumis à leurs supérieurs hiérarchiques, ils interviennent également plus librement pour régler les incidents et s'arrangent davantage entre collègues pour échanger du travail. Quel que soit l'indicateur retenu, cette évolution est régulière. Il ne faut pas toutefois s'en tenir à ce premier constat : si les salariés sont, dans l'ensemble, plus autonomes, ils sont en même temps confrontés à des contraintes plus fortes dans les rythmes

de travail. De 1984 à 1998, la proportion de salariés qui déclarent que leur rythme de travail est imposé par une demande extérieure, en l'occurrence le marché, est passée de 39 %, à 65 %'. Cette tendance à l'intensification du travail est aussi régulière que la tendance à l'autonomie. Elle touche également les hommes et les femmes et toutes les catégories socioprofessionnelles. Elle est liée aux nouvelles formes d'organisation du travail. Pour s'adapter à la concurrence, les entreprises cherchent aujourd'hui, de plus en plus, à varier leurs produits et à réduire les délais de livraison, ce qui passe par une production en flux tendus et par une réduction des stocks. Il en résulte une pression plus forte qui s'exerce aussi bien sur les cadres chargés de s'adapter le plus rapidement possible aux évolutions du marché que sur les échelons intérieurs appelés à devenir à la fois plus mobiles, plus efficaces et plus polyvalents. Cette intensification des rythmes est d'autant plus exigeante pour les salariés ; qu'elle impose une plus grande vigilance vis-à-vis des normes de qualité. Ces dernières sont de plus en plus imposées à l'échelon international. Elles deviennent souvent une source d'angoisse pour les salariés, d'autant que le contrôle à *posteriori* des supérieurs sur la performance de chacun semble s'être accru : la proportion de salariés qui estiment faire l'objet d'un contrôle hiérarchique permanent est passé en effet de 17 % en 1984 à 29 % en 1998. Enfin, l'analyse des séries statistiques a permis de souligner non seulement que les facteurs de pénibilités et les risques traditionnels liés au travail n'ont pas disparu, mais qu'ils ont tendance à se renouveler sans cesse avec les techniques, les modes d'organisation du travail et les processus d'objectivation qui les accompagnent.

Ce constat correspond à une tendance que l'on peut observer aujourd'hui dans de nombreuses entreprises dont le rythme de travail et de production dépend des commandes, donc du marché (Gollac, Volkoff, 1996). Des périodes de ralentissement succèdent à des périodes de surcroît d'activité où l'urgence devient la règle. Ces irrégularités du rythme impliquent des adaptations incessantes des salariés permanents et le recrutement d'une main-d'oeuvre temporaire dont l'intégration est rarement assurée. Le fonctionnement de l'ensemble peut dans certains cas être remis en question. Pour évaluer l'effet de ces transformations sur les expériences vécues, et en particulier sur le degré de satisfaction des salariés, on peut distinguer trois paradigmes : *l'homo faber* qui renvoie à l'épanouis-

sement dans l'acte de travail lui-même, l' *homo oeconomicus* qui permet de lier la satisfaction du travail à sa rétribution en fonction d'un marché et, enfin, l' *homo sociologicus* qui postule que la reconnaissance par les autres du travail effectué constitue un facteur essentiel de motivation. Dans les années 1960, les sociologues du travail se référaient essentiellement aux deux premiers tant ils étaient attachés à étudier la relation instrumentale au travail des ouvriers peu qualifiés de la grande industrie (Golthorpe et al, 1972). L'analyse des souffrances contemporaines des travailleurs, notamment l'usure mentale (Dejours, 1993), et des conditions du bonheur au travail (Baudelot, Gollac, 2003) nous conduit à insister aujourd'hui davantage sur le troisième.

Si l'on se réfère aux satisfactions du travail qui relèvent de l'*homo faber*, il est tentant de conclure que, dans l'ensemble, les salariés sont aujourd'hui dans une meilleure situation. Lorsque grandit la liberté d'initiative dans le travail, grandit également la chance du salarié de se reconnaître dans l'acte de production, de trouver un plaisir personnel à mettre ses compétences au service d'une oeuvre individuelle ou collective. En étant plus autonome, son travail lui appartient davantage. Cela dit, si cette autonomie plus grande s'accompagne d'une pression plus forte sur les contraintes de temps et de qualité, le risque de dévalorisation des salariés les moins compétitifs augmente. Or, à la fois les séries statistiques et les nombreux exemples d'entreprises étudiées à partir des résultats de l'enquête conduisent justement au constat que les salariés éprouvent souvent le sentiment de ne pas être à la hauteur des objectifs qui leur sont assignés : 25 % des salariés estiment manquer de temps pour effectuer correctement leur travail et 60 % craignent des sanctions en cas d'erreur de leur part<sup>1</sup>. Certains vivent en permanence sous la menace d'être relégués à des tâches subalternes. Ils en arrivent parfois à perdre confiance en eux-mêmes. Les enquêtes européennes ont d'ailleurs permis de vérifier que le stress au travail a augmenté fortement au cours des dernières années. En d'autres termes, l'autonomie dans le travail n'est un facteur de satisfaction que si les conditions dans lesquelles elle s'exerce permettent réellement au salarié de réaliser le programme qu'il s'est fixé ou qui a été fixé avec lui. En cas contraire, l'autonomie a pour effet de consacrer ses défaillances, voire ses incompétences. Elle crée alors non pas de la satisfaction, mais de la frustration et des formes de détresse psychologique. On a pu vérifier aussi que de nombreux salariés restent mécontents de leur rétribution. La satisfaction de l' *homo oeconomicus* n'est pas automa-

tiquement plus élevée lorsque l'autonomie dans le travail augmente. Le surcroît de responsabilités exigé par les nouveaux modes d'organisation entreprises n'est pas toujours reconnu par un meilleur salaire. Plusieurs salariés ont signalé dans l'enquête qu'ils exerçaient souvent des activités d'un niveau supérieur au poste pour lequel ils étaient rémunérés. Par ailleurs, de mauvaises conditions de travail ne sont pas toujours compensées par des primes et des avantages supplémentaires. Dans certaines entreprises, les risques et les pénibilités du travail sont plus ou moins ignorés. Ils ne font pas l'objet de revendications précises et deviennent presque une fatalité pour les salariés, en particulier dans les entreprises peu adaptées au marché. Il est frappant de constater que certains ouvriers ou employés, au coeur de leur vie professionnelle, n'ont pas connu d'augmentations de salaire depuis plusieurs années, parfois même depuis leur embauche. Lorsque l'ancienneté ne donne aucun avantage salarial, cela signifie que l'entreprise n'attache aucune importance à l'expérience de son personnel et qu'elle n'offre aucune perspective de carrière. Les personnes concernées ne peuvent qu'en éprouver de l'amertume.

Enfin, dans un environnement de plus en plus compétitif; tous les salariés deviennent extrêmement sensibles à la reconnaissance de leur travail et de leurs compétences par leurs collègues et surtout par leurs supérieurs hiérarchiques. Il en va de leur statut dans leur entreprise et, plus généralement, dans le monde du travail. La satisfaction de l' *homo sociologicus* devient cependant plus difficile lorsque le rapport au travail s'individualise. Si les nouvelles formes d'organisation du travail permettent davantage à certains d'atteindre l'excellence et d'en être valorisés, elles conduisent en même temps, presque inévitablement, à la disqualification sociale des salariés les moins aptes à relever les défis que l'on attend d'eux. Dans les entreprises qui appliquent les méthodes modernes de management, on attache de l'importance à la performance de chaque salarié en créant un environnement qui favorise l'implication maximale dans le travail. Les rapports sociaux traditionnels qui opposent les patrons aux ouvriers se maintiennent dans les secteurs traditionnels de l'industrie, comme la sidérurgie par exemple, mais l'évolution générale consacre l'individualisation des objectifs et l'affaiblissement des revendications. Dès lors, en cas de difficultés à s'adapter à l'organisation du travail, le risque pour le salarié de se sentir personnellement discrédité est élevé, d'autant que les possibilités de se défendre collectivement restent faibles. Le processus engagé conduit en quelque sorte à la lutte de tous contre tous. Telle une compétition ouverte, il favorise certains et en refoule d'autres.

### ***Stabilité et instabilité de l'emploi***

Le rapport à l'emploi s'est également considérablement transformé au cours des quinze à vingt dernières années. L'augmentation du chômage en est la cause majeure. Les faillites et les restructurations des entreprises qui résultent de la concurrence internationale et, par conséquent, de l'interdépendance des marchés, sont devenues en tout cas, en France comme ailleurs, si courantes que l'on en vient, par fatalité, à les considérer comme inévitables, même si elles provoquent des troubles sociaux importants. La menace de licenciement déstabilise également des franges nombreuses du salariat en créant une angoisse collective face à l'avenir. A ce chômage de masse, il faut ajouter la forte croissance des emplois à statut précaire (Faure-Guichard, 2000) et du sous emploi. Cette mutation fait dire à certains que l'emploi stable lui-même est à terme condamné et que tous les salariés n'ont d'autre avenir que celui de la précarité de l'emploi. Il est difficile de se prononcer sur des scénarios de ce type dont les paramètres sont incertains. Mon interprétation est toutefois plus nuancée. Elle repose sur plusieurs constats.

Premièrement, si, d'après les évaluations, plus des deux tiers des embauches annuelles se font aujourd'hui sous la forme d'un emploi atypique, il existe néanmoins un flux entre l'emploi à statut précaire et l'emploi stable. Les entreprises ont souvent recours à l'intérim ou au contrat à durée indéterminée comme un moyen de sélection de la main d'oeuvre. Il s'agit d'une sorte de mise à l'épreuve des salariés ce qui explique d'ailleurs pourquoi nombre d'entre eux s'impliquent réellement dans leur travail en espérant une embauche définitive à la fin de leur contrat. Or, on a pu vérifier que la probabilité d'accéder à un emploi stable après un emploi à statut précaire croît avec le niveau de qualification. De fortes inégalités entre les sexes et entre les générations apparaissent également lorsque l'on étudie le maintien durable dans le segment précaire du marché de l'emploi. Les femmes et les jeunes sont nettement plus exposés que les autres. On peut donc dire que l'emploi stable ne disparaît pas entièrement. Il s'agit plutôt d'un tri qui s'opère au sein de la population active et qui conduit à la précarisation forcée des personnes jugées les moins qualifiées ou les moins aptes à se défendre.

Si la précarité de l'emploi se diffuse, elle ne remet pas non plus en question dans la conscience des salariés l'emploi stable comme norme de référence. On pourrait presque dire que le développement de

l'emploi précaire la renforce. La grande majorité des salariés aspirent à stabilité de l'emploi, en particulier, les jeunes qui attendent une consolidation de leur statut. Cette norme de l'emploi stable est, par ailleurs, celle qui assure le fonctionnement de l'État-providence tel qu'il s'est constitué dans notre pays, conformément au modèle corporatiste (Esping-Andersen, 1999). Les responsables de la Sécurité sociale, parmi lesquels le patronat est représenté, n'ont pas intérêt à ce que tous les salariés deviennent précaires, car les cotisations sociales deviendraient plus aléatoires et le système dans sa globalité s'effondrerait. Dans la culture administrative française, on préfère aussi résoudre les problèmes en créant des catégories nouvelles plutôt que de transformer radicalement les structures en place, ce qui explique l'abondance des dispositifs créés dans le cadre de la politique de l'emploi.

D'un point de vue strictement économique enfin, il n'est pas certain non plus que la précarité généralisée soit un avantage pour toutes les entreprises. Si pour certains types d'activités comme la restauration rapide, le commerce en grandes surfaces, certaines branches du bâtiment, le nettoyage de bureaux, la main-d'oeuvre est généralement peu formée, occasionnelle et facilement interchangeable, cela n'est pas le cas dans les secteurs de pointe où l'excellence est la norme et où il est préférable pour l'entreprise de fidéliser son personnel. C'est ce qui se passe dans certaines entreprises prospères étudiées dans l'enquête où la stabilité de l'emploi, ainsi que la promotion continue au cours de la carrière, sont assurées pour la grande majorité du personnel. En revanche lorsque l'entreprise elle-même est menacée par la concurrence, c'est l'ensemble des salariés qui en pâtissent.

Cette analyse se rapproche de la thèse de la segmentation du marché l'emploi défendue par les théoriciens du dualisme (Piore, 1978 ; Berger, Piore, 1980 ; Piore, Sabel, 1984). La périphérie du marché de l'emploi est nécessaire au fonctionnement de l'ensemble de l'économie, ce qui permet d'en consolider le centre. Les résultats de l'enquête montrent toutefois que les frontières entre le centre et la périphérie sont elles-mêmes instables et que les entreprises s'adaptent sans cesse à un environnement qui change. Dans ce processus, la compétition est vive et le risque de déclin est réel pour nombre d'entre elles. Ainsi, s'il existe de fortes inégalités entre salariés face à l'insécurité de l'emploi, il en existe aussi entre les entreprises, ce qui renforce l'hypothèse d'une diversification des formes de l'intégration professionnelle.

Précarité du travail d'un côté, précarité de l'emploi de l'autre. Que l'on se réfère à la première ou la seconde dimension, on constate une

dévalorisation de franges importantes du salariat. Mais l'augmentation la précarité du travail ne signifie pas que les possibilités d'épanouissement dans le travail ont disparu pour tous. De même, l'augmentation de la précarité de l'emploi ne conduit pas non plus à la disparition de la norme de l'emploi stable. On peut donc en conclure que les évolutions des vingt dernières années conduisent à de nouvelles inégalités entre les salariés dans les formes de l'intégration professionnelle et, en particulier à la disqualification sociale d'une partie d'entre eux.

### **LES FORMES DE L'INTÉGRATION PROFESSIONNELLE ET LEURS EFFETS**

Puisque le rapport au travail et le rapport à l'emploi constituent deux dimensions distinctes de l'intégration professionnelle, aussi fondamentale l'une que l'autre, on a défini le type idéal de l'intégration professionnelle comme la double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail et de la protection sociale qui découle de l'emploi (Paugam, 2000). La première condition est remplie lorsque les salariés disent qu'ils éprouvent des satisfactions au travail, et la seconde, lorsque l'emploi qu'ils exercent est suffisamment stable pour leur permettre de planifier leur avenir et d'être protégés face aux aléas de la vie. Ce type idéal, qualifié *d'intégration assurée*, a permis de distinguer, par déduction, et de vérifier ensuite empiriquement, trois types de déviations : *l'intégration incertaine* (satisfaction au travail et instabilité de l'emploi), *l'intégration laborieuse* (insatisfaction au travail et stabilité de l'emploi) et *l'intégration disqualifiante* (insatisfaction au travail et instabilité de l'emploi).

**Tableau 1. - Le type idéal d'intégration professionnelle et ses déviations**

	<b>Satisfaction dans le travail</b>	<b>Stabilité de l'emploi</b>
<b>Type idéal</b> : L'intégration assurée	+	+
<b>Déviations:</b>		
- L'intégration incertaine	+	-
- L'intégration laborieuse	-	+
- L'intégration disqualifiante	-	-

*La solidarité organique...* 387

*L'intégration incertaine* correspond à une forme d'intégration professionnelle plus limitée, où l'instabilité de l'emploi ne s'accompagne pas d'une insatisfaction dans le travail. Il s'agit notamment des situations vécues par les salariés qui, tout en travaillant dans de bonnes conditions, en ayant de bonnes relations avec leurs collègues et leurs supérieurs, savent néanmoins qu'ils ont de fortes chances de perdre leur emploi. Il peut s'agir aussi bien de salariés dont le contrat à durée déterminée ne sera pas renouvelé de salariés employés dans des entreprises dont l'avenir est incertain. Ce premier type de déviation par rapport à *l'intégration assurée* peut sembler marginal. Les attentes des salariés à l'égard de l'emploi stable sont si fortes que l'on peut faire l'hypothèse qu'ils ne cherchent pas outre mesure à s'impliquer dans un emploi temporaire ou dans un emploi stable qu'ils risquent de perdre, ce qui peut limiter leur possibilité d'épanouissement au travail. Cette hypothèse est fondée et il ne faut pas l'écarter, mais elle n'épuise pas pour autant la réalité. On peut en effet tout aussi bien postuler que l'instabilité de l'emploi est vécue par les salariés comme un moyen de s'affirmer dans le monde de travail, de consolider leur formation et de faire progressivement leurs preuves, d'autant que les employeurs utilisent parfois, on l'a vu, l'emploi précaire comme un moyen de sélection de la main-d'œuvre.

*L'intégration laborieuse* est une forme d'intégration professionnelle assez classique qui correspond aux salariés globalement insatisfaits dans leur travail, mais dont l'emploi n'est pas menacé. L'activité professionnelle ne correspond donc pas pour ces salariés à un plaisir puisqu'elle implique des souffrances physiques - lorsque les conditions de travail sont pénibles - ou morales, quand l'ambiance dans l'entreprise est tendue, les relations avec les collègues et supérieurs mauvaises. Ce qui garantit l'intégration professionnelle, ce n'est donc pas le travail en lui-même mais l'emploi qui reste stable. Ces salariés peuvent garder l'espoir d'une amélioration de leur situation dans l'entreprise et éventuellement s'organiser pour faire aboutir leurs revendications.

Enfin *l'intégration disqualifiante* traduit une crise d'intégration professionnelle puisqu'elle conjugue insatisfaction dans le travail et instabilité de l'emploi. Elle peut se traduire par des problèmes relationnels à l'intérieur de l'entreprise. Les salariés qui en font l'expérience éprouvent le sentiment d'appartenir à un groupe au sein duquel leur identité est menacée, soit parce que leur statut est nettement inférieur à celui des autres, soit parce que le groupe lui-même est condamné à disparaître. La souffrance dans le travail n'est pas, dans ce cas, compensée par l'espoir d'une amélioration. Le statut social de ces salariés est donc plus moins

remis en question. Leur situation peut être comparée en cela à celle des chômeurs qui ont perdu leur emploi et qui doutent fortement de leur possibilité d'en trouver un autre. L'intégration est disqualifiante car est le début d'un processus qui peut conduire à un cumul de handicaps, Ces éléments n'offrent en réalité au salarié que le cadre élémentaire de son intégration et le privent en même temps de tout ce qui peut lui donner un sens, à savoir la reconnaissance, la dignité, le moyen d'expression et enfin la stabilité. Ce type d'intégration est donc paradoxale. Il peut conduire à l'apathie.

Une faible intégration professionnelle risque de conduire à une faible intégration au système social dans son ensemble. Plus l'individu est intégré dans la sphère professionnelle, plus il a de chances d'être reconnu pour sa contribution à l'activité productive et valorisé dans la société, plus il a de chances également de jouir d'une sécurité face à l'avenir. Ces conditions sont favorables à son engagement dans l'action collective, à son épanouissement familial et à sa participation régulière aux affaires de la Cité. Lorsque l'individu ne peut bénéficier de ces conditions et doit affronter la précarité professionnelle, il risque de connaître également des difficultés dans les autres sphères de l'intégration.

On a pu vérifier que *l'intégration assurée* est celle qui a plus de chances de permettre aux salariés de réaliser leurs aspirations dans la vie sociale et pour cela de s'y engager pleinement. Cette forme d'intégration professionnelle n'est pas opposée à l'adhésion syndicale. Au contraire, l'adhésion syndicale peut en être un facteur déterminant. On a pu noter une attitude d'ouverture à la vie collective de l'entreprise, en particulier à l'intérieur des comités d'entreprise. Les salariés proches de ce type ont également plus de chances d'avoir de bonnes relations de couple, mais aussi de bonnes relations avec leurs enfants et avec les membres de leur famille. Enfin, ces salariés se sentent plus concernés que les autres par la politique et défendent, dans l'ensemble, une politique plus conservatrice.

*L'intégration incertaine* se traduit dans les expériences vécues des salariés par une plus grande frustration. Le décalage entre leurs aspirations et la possibilité de les réaliser est grand en raison de l'instabilité de leur emploi. Cette frustration reste bien entendu relative, du moins tant qu'ils peuvent se maintenir dans l'entreprise, mais elle peut s'accompagner d'une certaine distanciation vis-à-vis de l'action collective et d'une recherche de solutions individuelles pour conforter leur situation professionnelle. Si les salariés proches de ce type n'ont pas de relations

de couples dégradées que les salariés proches de *l'intégration assurée*, on a pu constater toutefois que les femmes déclarent avoir, dans cette situation des relations plus difficiles avec leurs enfants. La difficulté de trouver un équilibre entre la vie professionnelle et l'éducation des enfants est plus forte pour les femmes lorsque leur emploi est précaire, car elles doivent faire face à une instabilité permanente, ce qui peut remettre en question l'accomplissement de leur rôle parental. Lorsqu'ils sont proches de *l'intégration incertaine*, les hommes ont, en revanche, plus de chances que les femmes dans la même situation d'avoir de bonnes relations avec les membres de leur famille et de bénéficier de leur part d'un soutien moral. Enfin, les salariés proches de *l'intégration incertaine* ont une orientation politique un peu plus à gauche que les salariés proches de *l'intégration assurée*, mais on peut surtout observer chez eux un plus grand détachement vis-à-vis des partis et donc de la politique en général, ce qui est un signe d'une progressive apathie par rapport différentes formes d'engagement dans la sphère publique.

*L'intégration laborieuse* n'implique pas de désengagement dans la vie collective de l'entreprise. Profondément insatisfaits de leur condition et dévalorisés dans leur travail, les salariés qui en font l'expérience sont attachés aux revendications traditionnelles des syndicats, et en particulier, à celles qui touchent aux augmentations des salaires. Beaucoup ont été socialisés dans l'univers de la contestation en participant à des mouvements de grève. Certains se sentent proches de la CGT. L'insatisfaction salariale n'est pas dans leur cas corrélée à l'insécurité de l'emploi, ce qui constitue des conditions favorables à l'expression du mécontentement, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils ont les moyens de s'organiser collectivement. Dans de nombreuses entreprises, les nouvelles politiques de management contribuent à affaiblir l'action collective. Le mécontentement des salariés proches de *l'intégration laborieuse* peut donc être vécu avant tout individuellement, d'autant qu'ils ont le sentiment d'être plus ou moins inutiles au fonctionnement de l'entreprise. Par ailleurs, on n'a pas observé d'effets significatifs, par rapport aux salariés proches *l'intégration assurée*, dans les relations de couples et les relations avec les enfants. En revanche, ils ont une moindre probabilité d'avoir de bonnes relations avec les membres de leur famille. Enfin, si ces salariés ont également une orientation politique de gauche et sont plus favorables que les salariés dont l'intégration est assurée à une transformation radicale de la société, ils ne se sentent pas pour autant plus proches d'un parti politique représentant les valeurs auxquelles ils tiennent. On peut parler d'un processus de désillusion.

390 *Sortir de la crise de la société salariale*

Enfin, on a pu vérifier que les salariés proches de *l'intégration disqualifiante*, qui cumulent le double désavantage de l'insatisfaction dans le travail et de l'instabilité de l'emploi, sont encore plus distants vis-à-vis la vie collective de l'entreprise que les salariés proches de *l'intégration incertaine*. Ils attendent des syndicats qu'ils les aident à préserver leur emploi, mais ils sont nombreux à ne pas faire confiance aux délégués du personnel pour défendre leurs intérêts. Ils utilisent également très peu le Comité d'entreprise. Lorsqu'ils disent qu'ils travaillent uniquement pour leur salaire, même s'il est dérisoire, cela signifie qu'ils tiennent avant tout à leur emploi et aux droits sociaux qui en découlent. Mais, en réalité n'éprouvent aucun plaisir à vivre dans l'entreprise et cherchent à la fuir dès qu'ils s'y trouvent. Les salariés éprouvent, dans ce cas, une telle désillusion qu'ils se replient sur eux-mêmes. Leur vie familiale en est fortement affectée. La probabilité pour eux d'avoir de bonnes relations de couple, de bonnes relations avec leurs enfants et avec les membres de leur famille est, chaque fois, plus faible que pour les autres salariés. Ces résultats confirment, par conséquent, les liens qui unissent l'intégration professionnelle et l'intégration familiale : lorsque l'intégration dans une sphère est menacée, au point de disqualifier l'individu, des menaces pèsent également sur l'intégration dans l'autre. La disqualification professionnelle renforce le risque de disqualification conjugale, le risque de disqualification parentale et le risque de disqualification familiale. Enfin, les salariés proches de ce type ont également une orientation politique de gauche - la plus prononcée de tous les salariés - et se déclarent - plus favorables à une transformation radicale de la société. Mais comme les salariés proches de *l'intégration incertaine* et de *l'intégration laborieuse*, ils ne se sentent pas plus proches des partis de gauche que les salariés proches *l'intégration assurée*. Il faut ajouter qu'ils éprouvent plus souvent le sentiment que l'économie de marché est dangereuse et sont les plus nombreux à s'abstenir de voter. On peut parler alors d'un radicalisme dépolitisé qui exprime l'amertume et l'impuissance (Paugam, 1999).

## **VARIATIONS EUROPÉENNES**

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

A l'aune de ces résultats, il apparaît que parmi les différentes formes contemporaines de l'intégration professionnelle, celle qui assure le mieux la fonction de solidarité organique telle que la définissait Durkheim est incontestablement *l'intégration assurée* puisqu'elle traduit dans

*La solidarité organique...* 391

Les faits un lien fort entre l'intégration professionnelle et l'intégration sociale. On peut en déduire que le système social dans son ensemble sera lui-même d'autant plus cohésif et solidaire qu'il parviendra à rendre possible dans la durée et pour le plus grand nombre une intégration professionnelle assurée. La difficulté provient bien entendu des limites de l'adaptation du système social à une économie flexible dans laquelle les marchés et les emplois sont par définition incertains. Comment éviter ou atténuer les risques de marginalisation d'une partie des travailleurs ?

La comparaison entre pays peut alors s'avérer très précieuse au sens où elle peut renseigner sur les évolutions en cours en dehors de nos frontières nationales et nous indiquer si nos difficultés d'intégration professionnelle sont comparables à celles de nos voisins, notamment nos voisins européens. L'instabilité de l'emploi s'accompagne-t-elle dans tous les pays européens de mauvaises conditions de travail et, plus généralement, d'une insatisfaction au travail ? Pour évaluer ce lien dans une perspective comparative, Serge Paugam et Marion Selz ont exploité l'eurobaromètre 56.1 de 2001 qui comprend de nombreuses questions sur le rapport au travail. Ils ont pu vérifier que l'indicateur d'insécurité de l'emploi, défini à partir des réponses " pas vraiment vrai » et « pas vrai du tout " à la proposition «J'ai la sécurité de l'emploi dans mon travail" est fortement corrélé à de nombreuses questions relevant de l'insatisfaction au travail aussi bien au sens de *l'homo faber*, de *l'homo oeconomicus* de *l'homo sociologicus* (cf. appendice).

Il est frappant de constater, quel que soit le pays, que plus l'insécurité de l'emploi est ressentie, plus sont ressenties également les difficultés à se réaliser dans le travail (au sens de *l'homo faber* : prendre des initiatives, utiliser ses compétences ; être capable de contribuer à quelque chose d'utile pour la société ; continuer à apprendre de nouvelles choses ; avoir son mot à dire sur ce qui se passe au travail ; trouver son travail intéressant ; les difficultés qui relèvent de la qualité de l'échange salarial (au sens de *l'homo oeconomicus* : satisfaction vis-à-vis de la rémunération ; fierté de travailler pour son entreprise ; acceptation de travailler plus que prévu afin d'aider l'entreprise à réussir) et enfin les difficultés tiennent à la vie sociale au travail à la reconnaissance par autrui (au sens de *l'homo sociologicus* : avoir de bons amis au travail ; avoir de bonnes relations avec son supérieur hiérarchique ou son directeur ; recevoir beaucoup de soutien de sa hiérarchie quand il v a de la pression au travail).

Dans le modèle de régression logistique utilisé, nous avons regroupé les pays selon la classification des *welfare regimes* (Esping Andersen, 1999, Gallie, Paugam, 2000). Il apparaît que les travailleurs des pays du Nord

392 *Sortir de la crise de la société salariale*

(modèle « nordique » regroupant dans l'étude, le Danemark, la Suède et la Finlande) ont globalement un bien meilleur rapport au travail que ceux des autres pays, aussi bien des pays proches du modèle "libéral"(Grande-Bretagne, Irlande), du modèle « corporatiste » (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas) ou du modèle méditerranéen (Italie, Espagne, Grèce et Portugal). Ce constat confirme les résultats de recherche antérieures qui ont souligné l'application des pays scandinaves à développer des actions en faveur de la qualité du travail (Gallie, 2003). Il est donc logique d'observer que les travailleurs de ces pays ont une probabilité plus élevée que ceux des autres pays d'être satisfaits de leurs conditions de travail et de leur intégration professionnelle.

Enfin, le résultat le plus important de cette régression logistique est que la corrélation entre l'instabilité de l'emploi et les dimensions retenues de l'insatisfaction au travail apparaît nettement moins forte dans le modèle « nordique » que dans les autres modèles de *welfare*. On peut donc dire que si globalement l'insécurité de l'emploi s'accompagne d'un risque plus élevé d'avoir de plus mauvaises conditions de travail et, par là même, d'être davantage confronté à des problèmes d'intégration professionnelle, les pays scandinaves apparaissent sur ce point dans une position nettement plus favorable que les autres pays européens.

Pour approfondir ces résultats, nous avons ensuite tenté de vérifier empiriquement les types d'intégration professionnelle présentés ci-dessus, en utilisant pour cela les variables de l'enquête. Pour définir la satisfaction au travail, nous avons repris les douze variables indiquées ci-dessus se rapportant à *l'homo faber*, à *l'homo oeconomicus* et à *l'homo sociologicus* et nous avons calculé un score permettant de distinguer un niveau haut de satisfaction et un niveau bas. Pour définir la stabilité de l'emploi, nous avons repris la variable de sécurité l'emploi présentée ci-dessus à partir de laquelle nous avons pu également distinguer un niveau élevé de stabilité et un niveau bas. Le croisement de ces deux indicateurs a permis d'avoir une répartition des quatre pays d'intégration professionnelle par pays et par groupe de pays (cf tableau 2).

Les variations entre groupe de pays sont considérables. Les pays de modèle « nordique » se distinguent très nettement des autres groupes. *L'intégration assurée* y est nettement plus élevée : 52 % contre 38 % pour le modèle « libéral », 36 % pour le modèle « continental », 29 % pour le modèle "méditerranéen ». A l'autre extrémité, *l'intégration disqualifiante* représente 13 % dans le modèle nordique alors qu'elle oscille entre 27 % et 28 % dans les autres modèles. Ces résultats confirment donc que les conditions de l'intégration professionnelle diffèrent fortement

La solidarité organique... 393

Selon le *welfare régime*. Dans les pays nordiques, la probabilité pour un salarié d'être disqualifié est beaucoup plus réduite.

Il existe aussi des variations à l'intérieur des groupes de pays, ce qui a pour effet d'accroître l'amplitude des écarts entre pays. Le pays où la situation de l'intégration professionnelle est la plus favorable aux salariés est incontestablement le Danemark : *l'intégration assurée* représente 68 % tandis que *l'intégration disqualifiante* dépasse à peine 5 %. En comparaison, la répartition pour la France révèle une situation beaucoup plus inquiétante puisque 29 % seulement des travailleurs sont proches de *l'intégration assurée* et près de 32 % de *l'intégration disqualifiante*. On pourra noter également le cas des Pays-Bas dont la répartition est plus proche des tendances observées dans les pays nordiques que celles enregistrées dans les pays du modèle « continental » : 15 % des travailleurs sont proches de *l'intégration disqualifiante*.

**Tableau 2 : répartition des types d'intégration professionnelle par pays et par groupes de pays**

Source eurobaromètre 56.1, 2001

	<i>Intégration assurée</i>	<i>Intégration incertaine</i>	<i>Intégration laborieuse</i>	<i>Intégration disqualifiante</i>	total	N
<b>Modèle « Nordique »</b>	51,8	11,2	23,7	13,3	100	1 372
<i>Danemark</i>	67,8	9,9	17,2	5,1	100	507
<i>Suède</i>	38,1	16,7	23,3	21,9	100	485
<i>Finlande</i>	47,7	6,1	33,0	13,2	100	379
<b>Modèle « libéral »</b>	38,1	5,8	29,1	27,0	100	841
<i>G.Bretagne</i>	36,4	6,8	29,7	27,1	100	384
<i>Irlande</i>	39,0	5,3	28,0	27,7	100	339
<b>Modèle « continental »</b>	36,0	8,0	29,0	27,0	100	2715
<i>France</i>	28,6	12,1	27,5	31,8	100	447
<i>Allemagne Ouest</i>	35,2	2,6	33,3	28,9	100	463
<i>Allemagne Est</i>	21,0	12,1	17,9	49,0	100	347
<i>Belgique</i>	35,6	6,4	35,3	22,7	100	405
<i>Pays-Bas</i>	46,4	8,3	30,3	15,0	100	386
<b>Modèle « méditerranéen »</b>	28,6	5,6	37,4	28,4	100	1240
<i>Italie</i>	23,3	4,1	51,8	20,8	100	313
<i>Espagne</i>	27,0	4,8	30,8	37,4	100	334
<i>Grèce</i>	42,7	7,7	25,2	24,4	100	246
<i>Portugal</i>	25,1	6,0	39,5	29,4	100	347

394 *Sortir de la crise de la société salariale*

D'une façon plus générale, ces fortes variations entre pays appellent les remarques suivantes :

1. Si partout, en Europe, l'intensification du travail se développent. parallèlement à une augmentation du risque d'instabilité de l'emploi ; les pays conservent une marge d'autonomie pour en limiter les retombées négatives sur les travailleurs.

2. La « réussite » des pays nordiques et du Danemark en particulier, montre qu'il est possible de concilier dans une économie ouverte un haut niveau de protection sociale, l'efficacité économique et une intégration professionnelle satisfaisante pour la grande majorité des travailleurs.

3. Si le transfert pur et simple du « modèle danois » dans les autres pays s'avère utopique (Barbier, 2007), il n'est pas vain de chercher à adapter l'expérience social-démocrate aux spécificités françaises, notamment dans le domaine de la formation, la négociation salariale et dans la lutte contre les emplois dégradants (Boyer, 2007). Enfin, alors que la notion de solidarité organique paraît à beaucoup dépassée et à bien des égards antinomique avec le fonctionnement des systèmes économiques contemporains, le résultat des comparaisons européennes prouve, au contraire, qu'il est possible d'y voir encore aujourd'hui un horizon de réflexion et d'action en faveur d'une intégration professionnelle et sociale réussie telle que le concevait Durkheim à son époque.

## BIBLIOGRAPHIE

- Askenazy P, Cartron, D., Coninck F. de, Gollac M. (dir.), 2006, *organisation et intensité du travail*, Toulouse, Octarès Éditions.
- Baudelot C., Gollac M. et al., 2003, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Paris, Fayard.
- Barbier J.-C., 2007, « Au-delà de la "Flex-sécurité", une cohérence sociétale solidaire au Danemark » dans ce volume, pp. 473-490.
- Berger S., Piore M., 1980, *Dualism and Discontinuity in Industrialised Societies*; Cambridge, Cambridge University Press.
- Boyer R., 2007, « Continuer à concilier solidarité sociale et efficacité économique à l'ère de la globalisation : une lecture régulationniste », dans ce volume, pp. 887-913
- Dejours C., 1993, *Travail, usure mentale. De la psychopathologie à la psychodynamique du travail*, Bavard (2<sup>e</sup> édition).
- Durkheim E., 1930 (1893), *De la division du travail social*. Paris, Presses universitaires de France
- Esping-Andersen G., 1999 [ 1<sup>ère</sup> édition en anglais 1990], *Les trois mondes de l'État-providence*, Paris, PUF, coll. Le Lien social ».
- Faure-Guichard C., 2000, *l'emploi intérimaire, trajectoires et identités*, Presses Universitaires
- Gallie D., 2003, " The quality of working life : is Scandinavia different ? », *European Sociological review* vol. 19 n° 1, p. 1-19.
- Gallie D., Paugam S.,(dir) 2000, *Welfare regimes and the experience of unemployment in Europe*, Oxford University Press.
- Gollac M., Volkoff S., 1996, *Citius, altius, fartius : l'intensification du travail v*, *Actes de la recherche en sciences sociales* , 114, p. 54-67.
- Goldthorpe J.H., Lockwood D., Bechhofer E, Platt J., 1969, *the Affluent Worker in the Class Structure*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Paugam S., 1999, « Formes d'intégration professionnelle et attitudes syndicales et politiques » *revue française de sociologie*, XL-4, p. 715-751.

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

Paugam S., 2000, *le salarié de la précarité. Les nouvelles formes de l'intégration professionnelle*, Paris, PUF, coll. Lien social ».

Piore M., 1978, "Dualism in the labor market : a response to uncertainty and flux. The case of France, *revue économique*, 1, p. 26-48.

Piore M., Sabel C.F., 1984, *The Second Industrinl Divide. Possibilities\_tor Prosperity*, New York, Basic Books

Appendice  
Effet de la précarité de l'emploi sur certains aspects de l'insatisfaction au travail en Europe  
(Régression logistique ordonnée avec contrôles du genre, de l'âge, du revenu et de la catégorie socioprofessionnelle)

		Certains aspects de l'insatisfaction au travail											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
<b>Instabilité de l'emploi (1)</b>	Non	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
	Oui	1.08***	0.97***	0.95***	1.42***	1.11***	1.71***	0.63***	1.14***	.64***	1.44***	1.10***	1.79***
<b>Groupes de pays (2)</b>	Modèle « libéral »	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.	Réf.
	Modèle « continental »	.17*	-.13 ns	.01 ns	.26**	-.49***	-.13 ns	-.38***	.26**	.50***	.57***	.09 ns	.50***
	Modèle « nordique »	-.32***	-.24**	-.16 ns	-.38***	-.85***	-.58***	.05 ns	-.14 ns	.17 ns	-.31**	-.03 ns	.21*
	Modèle « méditerranéen »	.83***	.49***	.36***	.34***	-.10 ns	.26**	.29**	.34***	.51***	.45***	.40***	.39***
<b>Interactions</b>	« Continental* précarité »	-.27 ns	-.07 ns	-.10 ns	-.71***	-.45**	-.62***	.29*	-.26 ns	-.36*	-.38*	-.21 ns	-.62***
	« Nordique* précarité »	-.86***	-.59***	-.47**	-.88***	-.58**	-.93***	-.09 ns	-.31 ns	-.31 ns	-.73***	-.49**	-.79***
	« Méditerranéen* précarité »	-.54**	-.29 ns	-.28 ns	-.63***	-.53**	-.46**	.04 ns	-.15 ns	-.20 ns	-.43*	-.36*	-.54**

Source : Eurobaromètre 56.1, 2001/\* : P < 0.05, \*\* : P < 0.01, \*\*\* : P < 0.001, ns : non significatif  
(1) : Indicateur construit à partir des réponses « pas vraiment vrai » et « pas vrai du tout » à la proposition « j'ai la sécurité de l'emploi dans mon travail ».  
(2) « Libéral » : Royaume-Uni, Irlande ; « Continental » : France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas ; « Nordique » : Danemark, Finlande, Suède ; « Méditerranéen » : Italie, Espagne, Grèce, Portugal.

Aspects de l'insatisfaction au travail :  
*Homo faber* : 1. Difficultés à prendre des initiatives ; 2. Difficultés à utiliser vos compétences ; 3. Difficultés à être capable de contribuer à quelque chose d'utile pour la société ; 4. Mon travail n'implique pas que je continue à apprendre de nouvelles choses ; 5. Je n'ai pas mon mot à dire sur ce qui se passe au travail ; 6. Mon travail n'est pas intéressant  
*Homo oeconomicus* : 7. Insatisfaction vis-à-vis de la rémunération ; 8. Je ne suis pas fier de travailler pour cette organisation ; 9. Je ne suis pas prêt à travailler plus que je ne le dois afin d'aider cette organisation à réussir.  
*Homo sociologus* : 10. Difficultés à avoir de bons amis au travail ; 11. Difficultés à avoir de bonnes relations avec votre superviseur ou votre directeur ; 12. Difficultés à recevoir beaucoup de soutien de ma hiérarchie quand il y a de la pression au travail.

Note de lecture de la 1<sup>re</sup> colonne : Les personnes en situation de précarité de l'emploi ont une probabilité plus élevée que celles qui ne le sont pas d'avoir des difficultés à prendre des initiatives dans le travail (coefficient de 1.08, \*\* : hautement significatif). Par rapport aux pays du modèle « libéral » (réf.), les pays du modèle « nordique » sont ceux qui ont le moins de difficultés à prendre des initiatives dans le travail (coefficient de -.32). L'interaction « Nordique\* précarité » donne le coefficient le plus négatif (-.86), ce qui signifie que dans ce type de pays la liaison entre précarité de l'emploi et difficultés à prendre des initiatives est la moins forte en Europe.



**📖 Etude économique de la France 2007 : chapitre 2. Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. – OCDE**

**Ed. OCDE, 2007.**

Réduire l'exclusion sociale et la pauvreté sont des objectifs essentiels de tous les gouvernements français. L'approche des politiques actuelles consiste en un grand nombre de mesures façonnées pour des circonstances particulières. La pauvreté, telle que mesurée conventionnellement, est en fait moins répandue que dans beaucoup d'autres pays même si son ampleur est plus importante que ce qui peut être facilement accepté. Certaines politiques ont des effets pervers sur la performance du marché du travail ; leur efficacité/coût pourrait donc être améliorée pour obtenir de meilleurs résultats avec les mêmes ressources. La concentration géographique et ethnique de la pauvreté et de l'exclusion sociale constitue l'un des défis les plus importants, qui ne peut être relevé qu'avec la contribution de l'éducation, du marché du travail, du logement, des politiques d'urbanisation et de lutte contre les discriminations ainsi que des services sociaux.

[http://www.oecd.org/document/29/0,3343,fr\\_2649\\_34569\\_38829533\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/29/0,3343,fr_2649_34569_38829533_1_1_1_1,00.html)

<http://www.oecd.org/dataoecd/61/50/38840751.pdf>

**📖 Repenser la solidarité. – Serge PAUGAM (dir.)**

**Ed. PUF, 2007. – 980 p.**

En tant que contrat social, la solidarité doit être réévaluée à l'aune des défis auxquels les sociétés modernes sont confrontées en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle : crise de la société salariale, inégalités entre les générations, inégalités de genre, discriminations multiples, ségrégations urbaines et scolaires intenses, dont les effets suscitent un doute sur nos modèles d'intégration... Les cinquante contributeurs de ce volume ont recherché les moyens d'aborder ces questions en refusant les solutions simplistes. C'est dans le dessein de clarifier le débat et de dissiper les fréquentes confusions entourant les questions de solidarité, qu'ils s'adressent ici aux universitaires, aux responsables politiques, aux syndicats, au patronat, aux associations : en bref, à tous les citoyens attentifs aux enjeux des réformes en cours ou à venir.

**📖 Non à la précarité. – Pierre CONCIALDI**

**Ed. Mango, 2007. – 270 p.**

Entre 7 et 20 millions de français vivent dans la précarité. Plus de 2 millions sont sans emploi. Un tiers des actifs travaillent en CDD, contrats aidés, stages d'apprentissages, free lance, intérim ou travail partiel. La précarité s'étend au nom de la flexibilité.

**📖 La société française : entre convergences et nouveaux clivages. – Centre d'analyse stratégique**

**2006. - 97 p.**

Ce rapport comporte ainsi une analyse des différentes formes d'inégalités et de leurs évolutions. Si les inégalités matérielles, mesurées à travers les revenus, ont plutôt eu tendance à régresser, de nouvelles formes d'inégalités se font jour, bouleversant les cadres d'analyse traditionnels. Le premier de ces nouveaux facteurs d'inégalités est le degré individuel d'exposition aux risques, notamment sur le marché du travail.

**Notes : rapport annuel 2006**

<http://www.strategie.gouv.fr/IMG/pdf/Rapportannuel2006.pdf>

**📖 La France en transition 1993-2005. - CERC**

**Ed. La Documentation française, 2006. - 242 p.**

Ce rapport de synthèse périodique présente les évolutions constatées dans le domaine de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale. La première partie porte sur la démographie, la croissance et ses facteurs, les prélèvements sociaux et fiscaux et les finances publiques, les transformations de l'Etat-social. La seconde partie analyse l'emploi, le chômage et les revenus. La troisième partie traite de certains facteurs affectant la cohésion sociale: les disparités de revenu et de patrimoine, la formation et l'égalité des chances, l'espace vecteur d'inégalités et la pauvreté.

<http://www.cerc.gouv.fr/rapports/rapport7/rapport7cerc.pdf>

**📖 La France invisible. - Stéphane BEAUD, Joseph CONFAVREUX, Jade LINDGAARD**

**Ed. La Découverte, 2006. - 647 p.**

Livre d'enquête et de récits de vie, la "France invisible" dévoile les mécanismes qui masquent la violence d'un pays en état d'urgence sociale et où le point de vue des "leaders d'opinion" compte plus que la connaissance des réalités concrètes. A la manière d'un dictionnaire, cet ouvrage propose des enquêtes, portraits, témoignages et analyses relatifs aux différents publics vivant dans la précarité.

**📖 Les actifs en situation de pauvreté : quelles expériences de la pauvreté ? - CREDOC  
Cahier de Recherche n° 227, novembre 2006. - 111 p.**

Ce cahier de recherche mesure et analyse, pour une population particulière que sont les travailleurs pauvres, le lien entre une approche objective de la pauvreté (critères monétaires ou conditions de vie) et une approche plus subjective, caractérisée par la façon dont les personnes elles-mêmes perçoivent leur situation. Les deux approches, objective et subjective, de la pauvreté ont été mesurées à partir de l'enquête Permanente sur les Conditions de vie de l'INSEE (vague de mai 2001). La perception de la pauvreté a été appréciée via l'interrogation d'une quinzaine de personnes ayant un emploi, identifiées en situation de pauvreté par des professionnels du monde social ou de l'insertion par l'activité économique.

**📖 7 millions de travailleurs pauvres : La face cachée des temps modernes. - Jacques COTTA**

**Ed. Fayard, 2006. - 302 p**

Plus de 7 millions de salariés perçoivent un salaire inférieur à 722 euros par mois et se trouvent dans l'incapacité de se nourrir, de se loger ou de s'habiller décentement, de même que leur famille. Plus de 12 millions ont moins de 843 euros de revenu mensuel. Plus de 3 sans domicile fixe sur 10 ont un boulot à temps complet, partiel ou précaire, gagnent souvent entre 900 et 1300 euros, et cherchent pourtant soir après soir où dormir... Entre la moitié et les deux tiers des femmes qui travaillent ont un contrat au sigle étrange - CES, CIE, CEC -, touchent moins de 750 euros par mois, ont un enfant, vivent seules ou avec un conjoint au chômage et forment 90 % des familles monoparentales... Nous voilà dans le monde des travailleurs pauvres! Alors que jamais le pays n'a été aussi riche.

**📖 Défaillances et invention de l'action sociale. - Collectif d'auteurs, Elisabeth DUGUE**

**Ed. L'Harmattan, 2006. - 317 p.**

Cet ouvrage interroge la mise en oeuvre actuelle des politiques sociales, leurs limites face à la montée de la pauvreté et d'une nouvelle forme d'exclusion. La distance se creuse entre l'action sociale et les publics qu'elle devrait soutenir et de ce fait, les populations développent des stratégies, individuelles ou collectives, qui constituent un travail d'invention de la société. Les efforts pour combler les manques font surgir de nouveaux acteurs et forgent de nouvelles conceptions.

**📖 La qualité de l'emploi. Centre d'Etudes de l'Emploi. - Pierre RALLE**

**Ed. La Découverte, 2006. - 123 p.**

La «qualité de l'emploi» est une notion que l'on peut assez spontanément définir à partir de nombreux critères : rémunération, conditions de travail, statut, etc. Mais comment la mesurer et l'analyser plus précisément ? C'est à cet exercice que se sont livrés les chercheurs du Centre d'études de l'emploi ,grâce aux regards croisés des différentes disciplines mobilisées (économie, sociologie, ergonomie, ...), ils tracent les contours du concept polysémique de qualité de l'emploi et en soulignent les ambiguïtés. Les résultats obtenus illustrent la position intermédiaire de la France en Europe et révèlent que la qualité de l'emploi se serait améliorée dans ce pays en moyenne période.

[www.cee-recherche.fr/fr/connaissance\\_emploi/qualite\\_emploi\\_ce32.pdf](http://www.cee-recherche.fr/fr/connaissance_emploi/qualite_emploi_ce32.pdf)

**📖 Le rapport de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale 2005-2006. - Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion social  
2006. - 164 p.**

Ce document présente des données relatives aux situations de pauvreté et d'exclusion sociale : indicateurs, statistiques, analyses et études sur l'accès aux droits fondamentaux des personnes en situation de pauvreté.

**📖 Une enquête de l'Insee sur les SDF décrypte les facteurs de l'exclusion. - Collectif d'auteurs**

**Ed. INSEE, 2006**

**In : Economie et statistiques n° 391-392, octobre 2006. - 177 p.**

Selon l' INSEE, les hommes, les célibataires et les personnes au niveau d'instruction faible sont les premiers affectés par cette précarité extrême.

[http://www.insee.fr/fr/ppp/publications/collect\\_som.asp?coll=2&paru=1&avis=1&pres=1](http://www.insee.fr/fr/ppp/publications/collect_som.asp?coll=2&paru=1&avis=1&pres=1)

**📖 Tendances et mutations de la société française. – Collectif d'auteurs**

**Ed. Centre d'Analyse Stratégique, octobre 2006**

**In : HORIZONS STRATEGIES n°2 - octobre 2006**

Le dossier commence avec une analyse des rapports entre nouvelles inégalités et intégration sociale. Ils montrent comment la montée continue du chômage et de la précarité a favorisé l'apparition d'une nouvelle pauvreté et l'enracinement dans la société française d'un noyau dur de personnes durablement privées d'emploi, concentrées dans certaines zones urbaines ou péri-urbaines.

[http://www.strategie.gouv.fr/revue/revue.php3?id\\_rubrique=61](http://www.strategie.gouv.fr/revue/revue.php3?id_rubrique=61)

**📖 Précarité, chômage, exclusion : la France en panne ? . - P. BONAZZA**

**Ed. Milan, 2006. - 94 p.**

Le modèle social français est en crise. Ses trois piliers sont attaqués : santé, retraite et emploi. L'auteur fait le point sur la situation de l'emploi, les solutions d'autres pays dans la lutte contre le chômage, sur le nombre croissant de personnes pauvres ou encore sur l'avenir des retraites.

**📖 Précarité et insécurité sociale. - Cyprien AVENEL (coord.), Florence THIBAUT (coord.)**

**Ed. La Documentation française, 2006**

**In : PROBLEMES POLITIQUES ET SOCIAUX n° 921, février 2006. - 120 p.**

Troublant paradoxe : alors que le taux de pauvreté a nettement diminué ces trois dernières décennies, les situations de précarité se sont dans le même temps multipliées. Emplois précaires, sous-emplois, formes plus ou moins diffuses de chômage, pauvreté salariale, pauvreté laborieuse : la France compterait ainsi, d'après les analyses les plus alarmistes, entre 8 et 12 millions de précaires, en plus des 7 millions de pauvres actuels.

**📖 Données sociales : La société française - Édition 2006 . - INSEE**

**Ed. INSEE, 2006. - 667 p.**

70 articles permettent d'appréhender la France d'aujourd'hui au travers de grands thèmes comme la famille, la formation, l'emploi, les conditions de travail et les relations professionnelles, les revenus, le logement, la santé, la vie sociale.

Des comparaisons internationales et des éléments de prospective complètent cet ensemble.

Une attention particulière est portée à la démocratisation de l'enseignement, à l'insertion des jeunes sur le marché du travail, au logement et aux conséquences du vieillissement de la population. L'étude des situations individuelles illustre la forte interaction entre vie professionnelle et vie personnelle à tous les âges.

**📖 La question du consentement au travail. De la servitude volontaire à l'implication contrainte. – Jean-Pierre DURAND, Marie-Pierre LE FLOCH**

**Ed. L'Harmattan, 2006. - 311 p.**

Cet ouvrage interroge les nouveaux modes de gestion du travail et ainsi les situations et comportements des salariés : retrait, subordination insatisfaite, simulation, résistance...

**Voir chapitre III**

**📖 Le bas de l'échelle. Pierre COURTS-SALIES, Stéphane LE LAY**

**Ed. Eres, 2006. - 302 p.**

L'étude des individus socialement pauvres fait l'objet de différents travaux de terrain menés par des sociologues et des anthropologues. Au travers de la diversité des situations traitées, ces travaux convergents et complémentaires mettent en évidence les mécanismes d'enfermement et de stabilisation dans la précarité subie par de très nombreuses personnes. A partir d'approches très particulières, le "bas de l'échelle" rend compte des liens entre situations salariales, stigmates sociaux et politiques publiques engendrant finalement la précarisation. Cette approche des réalités contemporaines renouvelle la mise en question des rapports sociaux et montre l'activité de classement à l'œuvre dans les catégories socioprofessionnelles. La construction sociale permise par la segmentation du marché du travail s'appuie sur une main d'œuvre naturalisée : les travailleurs de plus de cinquante ans, les employés non qualifiés/déqualifiés ou faiblement certifiés, les personnes handicapées, les immigrés, les chômeurs, les inemployables. Les femmes en particulier souffrent de ce déni social et notamment les femmes immigrées. Cet ouvrage collectif conclut par une réflexion sur les dégâts du néolibéralisme à la française.

**📖 Le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale**

**Ed. La Documentation française, 2006. - 163 p.**

Ce rapport souligne les difficultés d'insertion et de formation des 18-25 ans et des moins qualifiés. L'une des causes de pauvreté chez les 18-25 ans réside dans le fait que les demandeurs d'emplois

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

de cette classe d'âge ne perçoivent pas d'indemnisation, n'ayant pas exercé une activité professionnelle suffisamment longtemps pour y avoir droit. En effet, le rapport note que "plus de 1,2 million de demandeurs d'emploi ne perçoivent aucune indemnisation ni prestation générale de solidarité". Principale cause de non-indemnisation: "l'insuffisance de la durée d'activité avant l'entrée au chômage".

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/064000163/0000.pdf>

### **☐ Les approches de la pauvreté à l'épreuve des comparaisons internationales. – Collectif d'auteurs**

**Ed. INSEE, 2005**

**In : Economies et statistiques n° 383-384-385, 2005. – 307 p.**

Ce dossier fournit des images comparées de la pauvreté dans plusieurs pays de niveau de développement très différent.

### **☐ Précarités et action collective : entre mobilisations autonomes et initiatives syndicales. Questions pour une recherche. – Paul BOUFFARTIGUE**

**Aix-en-Provence, LEST, 2005. - 10 p.**

Collection "Document de travail", X<sup>èmes</sup> journées de sociologie du travail

**« Relations au travail, relations de travail ». GRIS/LISE, Rouen, 24 et 25 novembre 2005**

Sans s'y réduire, les difficultés du syndicalisme sont étroitement associées – à la fois comme conséquences et comme sources – à la précarisation de l'emploi et du salariat. Dans cette relation, complexe et ouverte, entre syndicalisme et précarités se joue pour une part le devenir à la fois de l'acteur syndical et du salariat. L'hypothèse de base de la recherche que nous initiions est qu'explorer la grande diversité des processus et des formes de précarisation de la relation d'emploi peut amener à mieux saisir l'unité qui caractérise aujourd'hui la domination au travail, comme les dynamiques de résistance et d'émancipation qui s'y opposent.

<http://www.lest.cnrs.fr/lesdocumentsdetravail/bouff/precaction.pdf>

### **☐ La précarité. – Patrick CINGOLANI**

**Ed. PUF, 2005. - 126 p.**

Cet ouvrage étudie dans ses aspects économiques, politiques et sociaux, chacun des trois phénomènes que le terme précaire recouvre : l'emploi précaire, les précaires associés à l'expérience socioculturelle plus ou moins élective d'une certaine précarité, et la précarité en tant que manifestation spécifique de la pauvreté.

### **☐ Mesure et utilisation des emplois instables dans les entreprises. - Marie LECLAIR, Sébastien ROUX**

**Ed. Insee, 2005. – 37 p.**

**Document de travail de l'Insee - série rouge, avril 2005 . - 37 p.**

En 2000, 19% des heures travaillées dans l'économie française dans le secteur privé marchand l'étaient par des salariés restés moins d'un an dans leur entreprise. Outre le secteur de l'intérim, les secteurs de service utilisent plus souvent ce mode de gestion de la main d'oeuvre tandis que les secteurs industriels l'utilisent le moins souvent. Au sein des entreprises, la part de l'emploi instable sous contrat a eu tendance à décroître depuis 1996, apparemment remplacée par de l'intérim. Les entreprises utilisent ce mode de gestion pour répondre à un impératif de flexibilité. Par ailleurs, l'utilisation d'emplois instables n'a pas la même signification dans les services et dans l'industrie. Dans l'industrie, les salariés récemment embauchés semblent occuper des emplois de nature similaire, qu'ils soient appelés à rester ou non dans l'entreprise. Dans les services, les salariés occupant un emploi instable occupent des postes immédiatement plus productifs pour l'entreprise. Cela pourrait refléter l'existence dans ce secteur d'emplois dont une caractéristique principale serait qu'ils doivent être occupés moins d'une année, pour répondre à une variabilité infra-annuelle de l'activité de l'entreprise.

[http://www.insee.fr/fr/nom\\_def\\_met/methodes/doc\\_travail/liste\\_doc\\_travail.asp](http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/methodes/doc_travail/liste_doc_travail.asp)

### **☐ La vie en intérim. - Dominique GLAYMANN**

**Ed. Fayard, 2005. - 355 p.**

Depuis une trentaine d'années, la place prise par diverses formes d'emploi non durable, dont l'intérim fait partie, augmente dans un environnement marqué par un chômage massif durable. Comment et pourquoi le travail intérimaire s'est-il développé ? Qu'est-ce que la situation des intérimaires, emblématique des mutations du système d'emploi, nous apprend des changements sociaux. L'objectif de la recherche était d'analyser les liens entre différents phénomènes : la quête de flexibilité des entreprises, les modalités de mobilisation de la main d'oeuvre, la segmentation

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

des emplois, la montée des situations précaires, le rapport au travail des salariés et les formes de l'intégration sociale. L'essor du travail intérimaire : un symptôme de changement social ?

### **☐ Ce n'est pas juste. – Collectif d'auteurs**

**Ed. Ceras, 2005**

**In : Projet n° 289, novembre 2005**

Les injustices s'aggravent-elles ? En tout cas le sentiment d'injustice ! Les réponses vont du cri dénonciateur à la mobilisation collective, plus difficile. Chacun attend d'être reconnu, mais encore faut-il que le droit et la politique jouent leur rôle. Dans ce dossier, Bernard Eme parle de « l'existence bafouée des jeunes précaires » <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1228> et François Dubet « Du sentiment à l'action ». <http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1225>

### **☐ La précarité : quelles incidences sur la santé des travailleurs ?. – GREE, Rachid**

**BELKACEM, Laurence MONTCHARMONT**

**Ed. GREE, 2005**

**In : LES NOUVEAUX CAHIERS DU GREE n° 1, juin 2005. - 47 p.**

Ce document s'intéresse aux répercussions du travail sur la santé des travailleurs dans un contexte d'augmentation du nombre de CDD. L'étude porte plus particulièrement sur les travailleurs temporaires qui font état de facteurs de risques d'accidents ou de maladies plus élevées que les travailleurs permanents.

<http://www.univ-nancy2.fr/GREE/>

[http://www.univ-nancy2.fr/GREE/pdf/NouvCahGree\\_1.pdf](http://www.univ-nancy2.fr/GREE/pdf/NouvCahGree_1.pdf)

Collection : Rapport salarial- Politiques- Etat social

### **☐ Au possible, nous sommes tenus. La nouvelle équation sociale. - Commission Familles, vulnérabilité, pauvreté**

**Ed. La Documentation française, 2005, 115 p.**

Chargé par le Ministre des Solidarités, de la Santé et de la Famille, de travailler sur le thème "Familles, vulnérabilité et pauvreté", la commission- présidé par Martin Hirsch, président d'Emmaüs France- a rassemblé des représentants des partenaires sociaux, des associations familiales, des associations de lutte contre l'exclusion, des collectivités territoriales et des administrations de l'Etat. "15 résolutions pour combattre la pauvreté des enfants" est le résultat de réflexions, auditions, déplacements qui ont permis de se rendre compte de problèmes rencontrés ou d'expériences réalisées.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/054000264/0000.pdf>

### **☐ Précarités. – Collectif d'auteurs**

**Ed. Erès, 2005**

**In : EMPAN n° 60, décembre 2005. – 195 p.**

Ce numéro montre comment les évolutions actuelles du monde du travail créent, imperceptiblement, un climat général d'instabilité, de vulnérabilité et d'angoisse.- y compris chez ceux qui possèdent un emploi stable. Ainsi, 3,7 millions de français vivent sous le seuil de pauvreté : 650 euros mensuel.

### **☐ Travail social et sociologie de la modernité. - G. MOUSSU, D. SCHNAPPER, F. DUBET, M. BOUCHER**

**Ed. Seli Arslan, 2005. - 187 p.**

Les auteurs, universitaires, formateurs et travailleurs sociaux, présentent dans cet ouvrage leurs orientations théoriques et modèles de pratique concernant divers domaines du travail social : précarité et stigmatisation, recherche identitaire, insécurité, protection de l'enfance ou encore public handicapé.

### **☐ Des hommes sur le fil : la construction de l'identité masculine en milieux précaires. - P. JAMOULLE**

**Ed. La Découverte, 2005. - 291 p.**

A partir d'une enquête de terrain menée pendant trois ans dans des cités ouvrières du Nord de la France, touchées de plein fouet par la désindustrialisation et reconverties en parcs de logements sociaux, cet ouvrage analyse comment des hommes victimes de la précarité, adoptant des comportements à risque, perçoivent leur condition masculine et leur rôle de père.

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

**☐ La précarité : une fatalité ? Réflexions sur l'articulation entre protection sociale et marchés du travail. - Christophe LAVIALLE  
2005. - 34 p.**

Le vaste thème de la précarité relève en effet à la fois du problème du chômage de masse, dont elle semble être une évidente conséquence, et des questions relatives à la répartition et la redistribution des revenus, dont elle souligne l'inégalité manifeste.

En effet, depuis vingt ans, la plupart des pays européens subissent de nouveau la croissance ralentie et la persistance du chômage à des niveaux inacceptables, ainsi que la montée des inégalités et la fragilisation des sécurités économiques et sociales assurées aux personnes.

Face à ce phénomène déstructurant, l'Europe apparaît sur la défensive : bien des observateurs la voient « fossilisée » dans sa protection sociale, incapable de prendre des initiatives politiques ou de remettre en balance le poids des intérêts acquis. Manifestement, notre système d'emploi et de protection sociale a perdu de son efficacité et, plus encore, de sa légitimité, et le sentiment de précarité affecte désormais même les plus qualifiés.

[http://www.univ-orleans.fr/leo/pdf/s11\\_01\\_05lavialle.pdf](http://www.univ-orleans.fr/leo/pdf/s11_01_05lavialle.pdf)

**☐ Précarisation de l'emploi et représentation syndicale. - IRES**

**In : CHRONIQUE INTERNATIONALE DE L'IRES n° 97, novembre 2005. - 142 p.**

Les syndicats ont joué un rôle moteur dans la construction de système garantissant aux salariés un droit à la sécurité de l'emploi, bâti sur le modèle du contrat de travail à durée indéterminée. Comment ces syndicats composent-ils avec l'érosion de ces normes ? Comment la représentation syndicale atteint-elle ou cherche-t-elle à atteindre les salariés précarisés ? Cet ouvrage présente la diversité des approches de la précarité selon les pays.

<http://www.ires-fr.org/files/publications/chronique%20internationale/C97/tout.pdf>

**☐ La France des travailleurs pauvres. - Collectif d'auteurs**

**In : L'ECONOMIE POLITIQUE n° 26, 2e trimestre 2005.**

Entre chômage, sous-emploi, emplois précaires et emplois peu payés, « c'est très vraisemblablement entre le quart - au moins - et le tiers de la population, soit 15 à 20 millions de personnes - 7 millions de pauvres et 8 à 12 millions de précaires -, qui, pour une raison ou pour une autre, ont, de façon durable, des conditions de vie marquées du sceau de l'extrême difficulté », constate ici Jacques Rigaudiat. Une situation « disqualifiante », comme la caractérise le sociologue Serge Paugam, où les pauvres sont nombreux, issus de franges de la population intégrées au marché de l'emploi mais confrontées à des situations de précarité de plus en plus lourdes dans le domaine des revenus, du logement, de la santé et de la participation à la vie sociale.

<http://www.alternatives-economiques.fr/ecopol/s-ep26.html>

**☐ Les inégalités entre les hommes et les femmes : facteurs de précarité. - Collectif d'auteurs**

**LA LETTRE DE LA BRP n° 74 , 29 août 2005. - 350 p.**

L'objectif est de décrire et analyser les différents aspects des inégalités, dans l'emploi, la retraite, le chômage et l'inactivité, définir les relations entre le temps et l'organisation du travail d'une part, mettre en évidence les conditions qui font que le risque de précarité est plus grand pour les femmes (formations initiales, modalités particulières d'insertion sur le marché du travail, développement du temps partiel, conséquences des retraits momentanés de l'emploi). Le rapport précise en quoi le rôle traditionnel des femmes dans la famille conduit à accroître le risque de précarité, en étudiant l'impact des ruptures familiales en particulier pour les femmes qui ont choisi de travailler à temps partiel ou qui se sont retirées du marché du travail. Il étudie les liens entre la précarité et la dépendance et s'interroge, de façon plus générale, sur les modes d'entrée dans la précarité et sur les notions de risque, dépendance/indépendance, autonomie.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/054000445/0000.pdf>

**☐ Bouger pour s'en sortir : mobilité quotidienne et intégration sociale. - E. LE BRETON  
Ed. Armand colin, 2005. - 247 p.**

L'objet de cet ouvrage est d'aborder un volet de l'exclusion peu étudié qu'est la mobilité. A partir de plusieurs témoignages, l'auteur analyse dans un premier temps les difficultés d'accès à l'emploi et d'intégration sociale en lien avec les entraves à la mobilité rencontrées par les personnes en difficulté que sont les femmes isolées, les personnes issues de l'immigration, les hommes non qualifiés ou les jeunes. Il ouvre ensuite des pistes en abordant des démarches innovantes d'aide à la mobilité mises en oeuvre par des structures d'insertion par l'activité économique : transports collectifs gratuits, aide au permis de conduire.

**« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

**📖 Les formes élémentaires de la pauvreté. Serge PAUGAM**

**Ed. PUF, 2005. – 286 p.**

Cet ouvrage dresse un état des lieux des recherches et au-delà de l'analyse, ce livre se révèle un outil indispensable pour mieux appréhender une France en proie à la précarisation et au désarroi.

**📖 Observation "santé / social" des territoires : données et profils pour la région Haute-Normandie. - DRASS Haute-Normandie, Observatoire Santé Social Régionale Haute-Normandie**

**Ed. DRASS Haute-Normandie, 2004. - 89 p.**

A partir de nombreuses données chiffrées, le réseau de l'Observatoire "Santé / Sociale" régionale Haute-Normandie propose un document rassemblant les principales informations sur la situation sociale de notre région : données démographiques, ressources des foyers, marché du travail, précarité, logement, hébergement et réinsertion, personnes âgées, handicap, aide sociale à l'enfance, parcours scolaire et insertion professionnelle des jeunes, santé, lien logement/précarité/santé. Les informations sont données le plus souvent à l'échelle du canton, parfois de la commune.

<http://www.orshn.fr>

**📖 Chômeurs et précaires, au cœur de la question sociale. - Evelyne PERRIN**

**Ed. La Dispute, 2004. - 287 p.**

Depuis les années 80, la précarité du travail produite par des formes atypiques d'emplois n'a cessé de se développer en France parallèlement à la montée du chômage. Cette précarité touche désormais de nombreuses couches du salariat, dont les jeunes et les moins qualifiés. Cependant, en privilégiant un regard microsociologique et anthropologique sur deux catégories de chômeurs et de précaires que sont les militants des associations de chômeurs et les jeunes salariés précaires, on s'aperçoit qu'ils ne subissent pas totalement leur condition mais qu'ils sont aussi capables de projets et d'organisation de trajectoires.

**📖 Code des droits contre l'exclusion. - Martin HIRSCH, Denis CHEMLA**

**Ed. Dalloz, 2004. - 776 p.**

6 millions de personnes dépendent des minima sociaux, 2 millions d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté. 3 millions de personnes souffrent du mal logement, près de 3 millions de personnes cherchent à rentrer sur le marché du travail, 1 million vit une situation de surendettement. Les programmes de lutte contre l'exclusion se sont succédés. Des réformes importantes, comme la création de la Couverture maladie universelle, ont apporté de nouveaux droits à ceux qui n'en avaient pas ou plus. Cohésion sociale et inégalité des chances sont devenues des objectifs de politique publique. Mais pour faire valoir ses droits, encore faut-il les connaître. La lutte contre l'exclusion repose sur des dispositifs parfois complexes et dispersés dans de nombreux codes : Code civil, Code du travail, Code de l'action sociale et des familles... Cet ouvrage réunit les principales mesures, reliées les unes aux autres, commentées, clarifiées et souvent illustrées par des exemples.

**📖 Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social. Eric MAURIN**

**Ed. Le Seuil, 2004. – 95 p.**

Le territoire s'est imposé comme révélateur de nouvelles inégalités (...) mais sa forme peut être trompeuse, il exhibe certaines formes de ségrégation et en dissimule d'autres...

**📖 Le travail non qualifié ; permanences et paradoxes. - Dominique MEDA, Francis**

**VENNAT, Florence JANY-CATRICE**

**Ed. La Découverte, 2004. - 426 p**

En France, 5 000 000 de salariés occupent des emplois non qualifiés. S'agit-il pour autant de salariés sans qualités ni compétences ? Ils occupent le plus souvent les postes dont les conditions de travail sont les plus difficiles et les emplois les plus précaires. Leurs salaires sont parmi les plus bas, alors que nombre d'entre eux détiennent des diplômes. Cet ouvrage invite à pointer l'enjeu politique de cette question : est-il possible d'atteindre les enjeux européens de qualité de l'emploi et d'économie de la connaissance, tout en favorisant le développement d'emplois peu qualifiés ?

**📖 De la précarité à la mobilité : vers une sécurité sociale professionnelle. – Pierre CAHUC, Francis KRAMARZ**

**Ed. Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, 2004. - 213 p.**

Réduire la précarité, tout en facilitant la création d'emploi et la mobilité professionnelle : la réussite de cet objectif passe, selon Pierre Cahuc et Francis Kramarz, par la constitution d'une future "Sécurité sociale professionnelle". Pour ce faire, les auteurs proposent notamment la création d'un

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

"guichet unique" destiné aux demandeurs d'emploi et impliquant une personnalisation de l'accompagnement (indemnisation du chômage, reclassement...). L'ouverture des professions, secteurs ou diplômes, "fermés" en raison de numerus clausus mais aussi de législations particulières en restreignant l'accès, serait par ailleurs un vecteur de création d'emplois. Les auteurs recommandent enfin la suppression des statuts d'emploi précaires (CDD...) pour créer un contrat de travail unique à durée indéterminée donnant droit à une "indemnité de précarité" versée au salarié et donnant lieu à une "contribution de solidarité" correspondant à une taxe payée par l'entreprise qui licencie.

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/brp/notices/054000092.shtml>

### **📖 Le travail sans qualité. Les conséquences humaines de la flexibilité. – Richard SENNETT**

**Ed. 10/18, 2004. – 210 p.**

Risque, flexibilité, travail en réseau, Richard Sennett explore dans cet essai le monde du travail, mettant en évidence l'opposition entre les grandes "maisons" d'autrefois, rigides et hiérarchiques, et l'entreprise nouvelle où court terme et insécurité sont la norme.

Plus de projet de vie active, plus de modèle à offrir à ses enfants : l'employé perd son ancrage et son identité. En historien et en sociologue, Richard Sennett nous soumet des "tranches de vie" qui révèlent combien la trajectoire sociale des individus est devenue floue, et comment, depuis vingt ans, la montée en flèche des inégalités s'est accompagnée d'une généralisation de la précarité, de l'employé au cadre supérieur, à tous les échelons où naguère l'on faisait encore "carrière".

### **📖 La formation continue dans les trajectoires d'emplois précaires. – Coralie PEREZ, Gwenaëlle THOMAS**

**Ed. Céreq, 2004. - 39 p.**

**NEF-Notes Emploi Formation n° 19**

Le Livre blanc sur l'éducation et la formation de la Commission européenne pose la formation tout au long de la vie comme une exigence, permettant l'adaptation aux évolutions de l'emploi et aux changements d'activité professionnelle. Dans le cadre annoncé de mobilités professionnelles accrues, l'acquisition et les transferts de savoirs par la formation représentent un enjeu pour les salariés, particulièrement ceux qui sont soumis à des mobilités contraintes passant fréquemment par le chômage. En s'appuyant sur l'enquête "Formation continue 2000", réalisée par le Céreq et l'Insee, l'étude présentée dans cet ouvrage a pour objectif d'éclairer le rapport à la formation continue des travailleurs précaires. Dans un premier temps, elle identifie, de manière empirique et inductive, des trajectoires individuelles sur le marché du travail plus ou moins marquées par la précarité de l'emploi. Dans un second temps, elle envisage de tester dans quelle mesure la précarité d'un parcours pèse sur l'accès à la formation et dessine des pratiques spécifiques de formation.

<http://www.cereq.fr/cereq/Nef19.pdf>

### **📖 Un siècle d'emplois précaires : patron-ne-s et salarié-e-s dans le grand commerce (XIXe-XXe siècle). – Anne-Sophie BEAU**

**Ed. Payot & Rivages, 2004. - 303 p.**

La flexibilité de la main d'oeuvre et les formes d'emploi précaire qui en découlent, ne datent pas, comme on a usage de le dire, de la crise des années 1970 mais sont apparues bien avant, dès le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle. S'appuyant sur le secteur de la grande distribution, l'ouvrage nous retrace ainsi l'histoire de la gestion de la main d'oeuvre en insistant sur l'importance de la loi et de l'évolution du droit du travail dans les décisions patronales. Reprenant l'exemple du Grand Bazar de Lyon, il montre que le véritable changement qui s'effectue dans les années soixante-dix n'est pas la naissance de nouvelles formes d'emploi (contrats à durée déterminée, travail à temps partiel) mais leur inscription dans la loi qui les rendent désormais visibles et dicibles.

### **📖 Les funambules de la précarité. Vendeurs de journaux et mendiants du métro parisien. – Vanessa STETTINGER**

**Ed. PUF, 2003. - 203 p.**

Collection "Sociologie d'aujourd'hui"

Vanessa Stettinger donne la parole aux vendeurs de journaux et mendiants du métro parisien. Pour cela, elle les a accompagnés des années durant, pendant leur travail dans le métro, pendant leurs moments de pause et de détente, dans des lieux publics, cafés, ou dans leurs foyers, quand ils en avaient.

À partir de l'analyse de leurs relations familiales, amicales, de leur rapport aux études, au travail, à la question du logement, à l'État sous toutes ses formes, et aux organisations caritatives, l'auteur montre que leurs ressources matérielles et symboliques très instables, et leurs liens affectifs très

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

fragiles les vouent à une précarité différente que celle que connaît une population touchée seulement par la pauvreté.

### **☐ Vivre au minimum. Enquête dans l'Europe de la précarité. – Catherine LEVY Ed. La Dispute, 2003. – 236 p.**

Le chômage et l'augmentation des emplois précaires mal rémunérés ont incité les gouvernements de l'Union européenne à créer des dispositifs qui tentent d'articuler la politique de l'emploi, le marché du travail et la politique sociale, afin d'assurer à toute la population un revenu minimum et un accès aux droits sociaux. Le but de l'ouvrage est de réintroduire les chômeurs ou les sans emploi au sein de la classe ouvrière et de comprendre les raisons de l'effacement de cette classe dans les représentations sociales, les transformations des systèmes de protection sociale ayant produit un ensemble de catégories et de statuts ainsi qu'une nouvelle terminologie de l'exclusion.

### **☐ L'insécurité sociale : Qu'est-ce qu'être protégé ? – Robert CASTEL Ed. Seuil, 2003. – 96 p.**

Nos sociétés n'ont jamais été à la fois aussi sûres et aussi inquiètes de la prolifération de nouveaux risques, comme si les multiples dispositifs de protection, loin d'apaiser l'aspiration à la sécurité, ne pouvaient que la relancer. Comment résoudre cette équation qui veut que plus l'on protège plus l'on crée les conditions de nouvelles incertitudes ? En finira-t-on un jour avec ce tonneau des Danaïdes des peurs contemporaines ou bien sommes-nous condamnés à vivre insatisfaits ? Ces interrogations invitent certainement à repenser l'architecture de nos systèmes de protection sociale et de protection civile, mais elles exigent plus encore un effort de compréhension de ce que signifie être protégé dans des sociétés d'individus.

### **☐ L'insertion professionnelle des publics précaires. – Denis CASTRA Ed. PUF, 2003. – 243 p.**

L'évaluation des mesures ou des dispositifs mis en place pour l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi montre leur faible efficacité. En effet, les ressources et les réseaux relationnels sont parfois plus utiles que les stages et les formations. La thèse communément admise est que la faible efficacité de ces politiques d'emploi n'est pas liée au marché du travail mais bien plutôt à l'individu qui manquerait de motivation et de mobilisation. Le problème de l'emploi devient donc un problème individuel et ceci renforce le sentiment d'exclusion des publics précaires (travailleurs trop âgés, pas assez qualifiés...). Les études de psychologie sociale présentées dans cet ouvrage démontrent que ce ne sont pas les idées mais les pratiques qu'il faut changer. Or, selon la théorie de l'engagement défendue par l'auteur, ce sont les actes qui transforment l'individu et donc selon ce principe, pour former un travailleur adulte, il faut d'abord qu'il ait un travail.

### **☐ La précarité du travail. Une réalité aux multiples visages. – Collectif d'auteurs Ed. des Presses de l'université Laval (PUL), 2003. – 220 p.**

Collection " Trajectoires professionnelles et marché du travail contemporain"

Depuis la fin des années 1970, les nouvelles conditions du marché du travail font émerger le thème de la précarité au travail dans les pays industrialisés fondée notamment sur la mise en oeuvre au sein des entreprises de nouveaux principes de gestion et d'organisation du travail impliquant des rapports salariaux différents. Le principe général s'appuie sur la flexibilité de tous les facteurs de production afin de favoriser une augmentation des gains de productivité au détriment des salariés. Cette situation a provoqué un " éclatement " des statuts d'emploi en faisant émerger des formes d'emplois atypiques caractérisés par une instabilité professionnelle, une plus faible rémunération, une baisse des avantages sociaux, des horaires de travail imprévisibles.

### **☐ Les intellos précaires. – Anne RAMBACH, Marine RAMBACH Ed. Fayard, 2002. – 329 p.**

Qui sont les intellectuels précaires ? Issus de classes sociales privilégiées et bien qu'ayant fait de longues études, ces citoyens alternent contrats à durée déterminée et petits boulots dans le monde culturel. A partir de leur propre expérience et d'interviews, les auteurs tracent un portrait de cette génération des 25-35 ans peu visible et pas représentée par les syndicats. Ils montrent avec humour les conséquences de la précarité sur leur mode de vie, leur rapport au travail et au temps. Il existe un grand écart entre leur image sociale et leurs revenus. Même si "les intellos précaires", par rejet de l'entreprise, choisissent le plus souvent cette marginalité, ils y sont aussi poussés par l'Etat et les entreprises du secteur culturel qui font de plus en plus appel à des emplois temporaires.

**📖 Regards croisés sur les emplois flexibles. – collectif d'auteurs**

**Ed. La Documentation française, 2002**

**In : TRAVAIL ET EMPLOI n° 89, janvier 2002. – 80 p.**

Ce dossier propose d'étudier les acteurs concernés par les contrats flexibles pour mieux comprendre comment ils vivent et parviennent ou non à intégrer une stratégie d'insertion. Il apparaît que le lien entre flexibilité et précarité n'est pas si simple qu'il peut sembler.

[http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue\\_Travail-et-Emploi/pdf/89\\_3336.pdf](http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/89_3336.pdf)

**A consulter :**

**Travailler en contrat à durée déterminée, entre précarité contrainte, espoir d'embauche et parcours volontaire. - Raphaël CANCE. - pp. 29-44**

[http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue\\_Travail-et-Emploi/pdf/89\\_1637.pdf](http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/89_1637.pdf)

**Vers de nouvelles formes de vulnérabilité sociale ? Réflexion sur les rapports entre flexibilité et précarité. - Matthieu de NANTEUIL. – pp. 65-80**

[http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue\\_Travail-et-Emploi/pdf/89\\_1641.pdf](http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/89_1641.pdf)

**📖 Trappe à chômage ou trappe à pauvreté : quel est le sort des allocataires du RMI ? - Danièle GUILLEMOT, Patrick PETOUR, Hélène ZAJDELA**

**Ed. Université de Paris I, 2002. - 32 p.**

A partir des résultats de l'enquête sur le devenir des allocataires du RMI, nous cherchons à évaluer la pertinence empirique des analyses en termes de trappe à chômage, selon lesquelles les allocataires du RMI pourraient être, pour des raisons financières désincités à accepter un emploi.

<http://matisse.univ-paris1.fr/doc2/mse226.pdf>

**📖 La société française et ses pauvres. L'expérience du revenu minimum d'insertion. - Serge PAUGAM**

**Ed. Quadrige, rééd. 2002.**

La sociologie de la pauvreté ne peut se réduire à une approche descriptive et quantitative des pauvres. Elle doit interroger la notion même de pauvreté. La question essentielle que doit se poser le sociologue est simple : qu'est-ce qui fait qu'un pauvre dans une société donnée est pauvre et rien que pauvre ?

**📖 La précarité de l'emploi. – ANPE**

**Ed. l'Observatoire de l'ANPE, novembre 2002. – 120 p.**

L'emploi précaire correspond-il à un phénomène nouveau, né avec la crise de l'emploi ? Quelles formes particulières d'emploi se sont développées et quelles sont les raisons du recours à ce type d'emploi ? Quelles populations sont concernées ? Quel est l'impact des formes particulières d'emploi sur les trajectoires professionnelles ? Dans un système de protection sociale fondé sur la référence à l'emploi durable, comment sont pris en compte les impératifs de flexibilité du travail ? Comment se définit l'emploi convenable et s'apprécie la qualité de l'emploi ? Autant de questions que ces deux dossiers documentaires éclairent à travers une sélection de documents les plus significatifs.

<http://www.anpe.fr/observatoire/IMG/pdf/precar.pdf>

**📖 Les stratégies des entreprises de travail temporaire. – Collectif d'auteurs**

**Ed. Dares, Ires, Matisse, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité, 2001. – 158 p.**

Rapport d'étude

L'emploi intérimaire est en relation très étroite avec le chômage. Le discours des responsables des entreprises de travail temporaire a pour fonction naturelle de légitimer l'activité de leur entreprise. C'est ce discours que la présente étude s'efforce de décoder : intérim vrai rôle intégrateur, trappe au sous emploi ou piège à précarité ?

<http://matisse.univ-paris1.fr/interim/interim.pdf>

**📖 Les nouvelles dimensions de la précarité. - Marion DEL SOL**

**Ed. Presses Universitaires de Rennes 2, 2001. - 356 p.**

Cet ouvrage se propose d'approcher la précarité dans une perspective interdisciplinaire, en confrontant des points de vue qui habituellement s'ignorent, ceux d'économistes, de juristes, de sociologues. La précarité est en effet multidimensionnelle. C'est à la fois un phénomène sociohistorique, enraciné dans des institutions qui la gèrent, la structurent ou la produisent, et un phénomène éminemment subjectif, qui touche à l'identité des précaires, aux représentations qu'ils se font d'eux-mêmes ou que leur renvoie leur environnement.

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

La précarité est ici tout d'abord analysée dans ses liens avec les dynamiques d'insertion professionnelle et les évolutions des formes d'emploi. Elle est ensuite abordée comme une construction institutionnelle : les transformations actuelles de la précarité ne sont pas spontanées, mais résultent de l'action d'institutions (intermédiaires de l'emploi, entreprises, Etat) qui contribuent à modifier les règles, les pratiques, les usages. Enfin, les manifestations de la précarité hors de la sphère du travail sont examinées : difficultés d'accès aux soins ou à la protection sociale, vulnérabilité "relationnelle", ou fragilité identitaire. Ces nouvelles dimensions de la précarité nous rappellent à quel point les processus d'ajustement des pratiques des acteurs institutionnels et les processus de précarisation méritent toute notre attention, pour les arguments qu'ils mobilisent, les résistances qu'ils suscitent et les négociations qui s'y déroulent.

### **📖 Précarisation du travail et lien social. Des hommes en trop ? – Collectif d'auteurs Ed. L'Harmattan, 2001. - 350 p.**

Précarisation du travail et "exclusion" sociale sont indissociables, se renforcent mutuellement. Tel est le propos de cet ouvrage qui mobilise des points de vue issus de la philosophie, de la sociologie, de l'économie, de la psychanalyse, de l'ergonomie mais aussi de la médecine du travail et du travail social. Trois idées force sous-tendent les 24 contributions qu'il rassemble : - Tout d'abord, penser l'exclusion non pas comme état mais comme processus, porter le regard non sur des populations désignées par des substantifs ("les stables", "les précaires", "les exclus") mais sur la façon dont les rapports sociaux d'exclusion se diffusent et pénètrent toujours plus dans l'ensemble des sphères du monde social. Ensuite, dégager les mécanismes de production de l'exclusion et porter attention aux nouvelles formes du lien social, interroger la place de la subjectivité dans l'organisation des rapports sociaux, dans les entreprises, dans les services publics Enfin, mettre à nu les mécanismes de production de l'exclusion est nécessaire. Cet ouvrage qui apporte des propositions pour lutter contre l'exclusion et la précarité, réduire les inégalités ou encore favoriser la justice sociale.

### **📖 Plein emploi, droit au travail, emploi convenable. – Jacques FREYSSINET Ed. IRES, 2000**

**In : La revue de l' IRES n° 34-3, 2000. – 32 p.**

L'auteur vise à montrer l'ambiguïté du concept de plein emploi. Il présente la notion « d'emploi convenable » comme plus approprié pour apprécier les objectifs de la politique de l'emploi.  
<http://www.ires-fr.org/files/publications/revue/r34/articles/r342.pdf>

### **📖 Le salarié de la précarité. - Serge PAUGAM Ed. PUF, 2000. - 437 p.**

Cet ouvrage étudie les logiques contemporaines de l'intégration professionnelle et distingue 2 dimensions de la précarité : l'insatisfaction dans le travail et l'instabilité dans l'emploi. Ce livre s'appuie sur le témoignage de 1 000 salariés pour comprendre de façon approfondie les contraintes auxquelles ils sont confrontés dans les entreprises. Il tente d'en évaluer les effets économiques, sociaux et politiques.

### **📖 La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté . – Serge PAUGAM Ed. PUF, rééd. 2000. – 272 p.**

Cet ouvrage novateur, publié en 1991, plusieurs fois réédité, s'appuie sur une longue enquête menée dans le département des Côtes-d'Armor auprès des populations aidées de façon ponctuelle ou régulière par les services d'action sociale. Il montre, à partir de trois types d'expériences vécues de la relation d'assistance, comment se constituent les statuts, les identités et les rapports sociaux à la périphérie du marché de l'emploi.

### **📖 L'emploi intérimaire. Trajectoires et identités. - Catherine FAURE-GUICHARD Ed. Presses universitaires de Rennes, 2000. - 209 p.**

L'intérim est un statut d'emploi aujourd'hui largement utilisé par les entreprises pour développer la flexibilité. Mais ce n'est pas seulement une catégorie juridique. Catherine Faure-Guichard a réalisé de nombreux entretiens auprès d'intérimaires pour restituer leurs trajectoires et le sens que ceux-ci attribuent à leur travail et à leur emploi. Son enquête met en évidence trois types de rapport spécifiques : l'intérim d'insertion, l'intérim de transition et, enfin, l'intérim de profession. Un apport original à la sociologie de la précarité.

### **📖 Fracture sociale. - Arlette FARGE, Jean-François LAE Ed. Desclée de Brouwer, 2000. - 174 p.**

Il s'agit là de la publication du texte autobiographique posthume de Robert Lefort, un SDF que sa situation a conduit au suicide. L'édition de ce texte est suivie d'une analyse du sociologue, Jean-

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

François Laé, spécialiste de la pauvreté et la misère en France, et d'un débat entre lui et Arlette Farge, historienne très connue, spécialiste du XVIIIe siècle. L'un et l'autre font le va-et-vient entre ce texte contemporain et les récits de souffrance au XVIIIe. L'ensemble de cet essai resitue le texte de Lefort dans sa vérité singulière, qu'aucun discours ne peut enfermer. "

### **📖 Précarité et relation aléatoire au travail. Le cas des agents de sécurité privé. - Pierre SIMULA**

**Ed. Cereq, 2000**

**Notes de travail n° 3 : génération 92, 2000. - 12 p.**

Ce secteur connaît une fragilité organisationnelle. En effet, le plus souvent, l'accès aux fonctions d'agent de sécurité ne constitue qu'un épisode unique et court dans un parcours professionnel. La profession n'apparaît jamais comme un débouché naturel, ni comme un passage obligé. Néanmoins, cette précarité professionnelle favorise une extension des aires de mobilité sur un marché du travail élargi. La profession partage avec beaucoup d'autres le même réservoir de main-d'oeuvre. De plus en plus, les agents de sécurité appartiennent à des entreprises spécialisées. Ces entreprises sont représentatives de l'état de la profession. Leur organisation est " duale " : tout semble converger vers des formes organisationnelles instables, mais l'entreprise s'articule aussi autour d'une logique de pérennisation des compétences grâce à un personnel plus stable et porteur de la continuité des savoir-faire du métier de l'entreprise.

<http://www.cereq.fr/cereq/gene92/wp3.pdf>

### **📖 Vivre la précarité. Trajectoires et projets de vie. - Isabelle BILLIARD, Danièle DEBORDEAUX, Martine LUROL**

**Ed. de l'Aube, 2000. - 287 p.**

Peut-on parler d'une spécificité des expériences contemporaines de précarité ? Tel est l'esprit dans lequel la Dares, la Mire (ministère de l'Emploi et de la Solidarité) et la CNAF ont lancé en 1996, leur programme de recherche "Précarités, trajectoires, projets de vie", qui met l'accent, d'une part sur des trajectoires personnelles et des récits de vie, et d'autre part sur l'analyse du contexte. Enfin, une recherche historique sur l'analyse seconde de monographies ouvrières du XIXe siècle recueillies par l'école Le Play permettait d'appréhender la spécificité des précarités contemporaines inscrites dans le salariat.

### **📖 Bas salaires, pauvreté laborieuse. - Wolfgang LECHER , Reiner HOFFMANN , Christian DUFOR**

**Ed. IRES, 2000.**

**In : LA REVUE DE L'IRES n° 33, 2000. - 176 p.**

Le problème de la pauvreté laborieuse ("working poor"), des bas salaires et des emplois réduits affecte aujourd'hui aussi bien les Etats-Unis que les pays d'Europe. C'est pourquoi, la revue de l'Ires a choisi de rassembler des contributions de trois instituts de recherche, français, allemand et anglais. Les auteurs s'interrogent successivement sur la situation de ces travailleurs pauvres et sur les facteurs qui, aux Etats-Unis comme en Europe, ont contribué au développement de cette population.

### **📖 Repenser l'inégalité. - Amartya SEN**

**Ed. Le Seuil, rééd. 2000. - 281 p.**

Reconsidérer la notion d'inégalité et son évaluation devient urgent.

L'analyse des différentes méthodes d'évaluation de l'inégalité remet en cause la pertinence de l'espace des revenus et permet de porter un nouveau regard éthique et politique sur les inégalités physiques et sociales. C'est en s'intéressant à la diversité des individus et des espaces ainsi qu'à la liberté de choisir et d'agir qu'elles pourront être évaluées avec réalisme. Combattre l'inégalité implique des exigences d'efficacité.

Qu'entend-t-on par pauvreté ? Comment faire pour la diagnostiquer ? Développer une politique sociale ciblée implique de pouvoir répondre à ces questions avec précision. Pour ce faire, la pluralité des espaces et des variables, et la diversité des êtres humains doivent être connues. La pauvreté est en réalité une privation qui dépasse la question du seuil de revenu.

Pour lutter efficacement contre les privations les plus graves, il convient d'élaborer une justice sociale qui s'intéresse à la répartition des « capacités » et non au seul revenu. Les privations doivent être diagnostiquées en fonction de plusieurs variables au sein d'un même espace (classes, sexes, contrastes interrégionaux).

**☐ Précarisation salariale et précarisation familiale. – Christian LEOMANT, Nicole SOTTEAU-LEOMANT**

**Ed. CNRS/GEDISST/IRESO, mars 1999.**

**Convention de recherche CNAF-CNRS n°96/460**

Depuis le début des années 1990, le chômage et la précarité salariale touchent de plus en plus de personnes : la précarisation sociale est devenue un phénomène majeur de société. Conduite sous la direction de deux sociologues de l'Institut de recherche sur les sociétés contemporaines (IRESO) du CNRS, une recherche, financée par la Caisse nationale des allocations familiales (1), a tenté d'analyser comment le chômage et la mise en précarité salariale viennent modifier les itinéraires individuels et collectifs au sein des familles.

**☐ L'Europe face à la pauvreté, les expériences nationales de revenu minimum. – Sous la direction de Serge PAUGAM - Ministère de l'Emploi et de la Solidarité**

**Ed. La Documentation française, 1999.**

**Cahier Travail et Emploi, juillet 1999.**

Les sociétés d'Europe occidentale ont toutes connu, au cours des vingt dernières années, une augmentation rapide de la population assistée, le plus souvent refoulée ou tenue à distance du marché de l'emploi. Si ce phénomène a pris des proportions différentes d'un pays à l'autre, aucun d'entre eux n'a été vraiment épargné et tous ont tenté diverses expériences pour y faire face, en particulier dans le domaine des systèmes de revenu minimum et des actions d'insertion. Quelles sont alors ces expériences ? Comment peut-on les analyser ? Quels sont leurs effets ? Telles sont les questions auxquelles cet ouvrage tente de répondre à partir d'une recherche qui a porté sur la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, les Pays scandinaves, l'Espagne et l'Italie.

## **Articles**

---

**De l'emploi pour tous : quelles innovations ? quelles solidarités ? . – Collectif d'auteurs**

**In : ECONOMIE & HUMANISME n° 381, juin 2007. – pp. 7-82**

Ce dossier est le fruit d'une réflexion en association avec la fédération Coorace concernant l'avenir de l'Insertion par l'activité économique : comment réagir lorsque le travail et l'emploi ne tiennent plus leurs promesses d'intégration, ni sur le plan de l'avoir, ni sur celui de l'être?. Dans la première partie, il tente de comprendre les évolutions qui dégradent le système de l'emploi et du travail. La deuxième partie tente de définir les conditions d'une action viable et constructive. Et enfin la troisième partie met l'accent sur la créativité des structures d'insertion.

**Avoir un emploi rend la pauvreté plus difficile à vivre. – Collectif d'auteurs**

**In : PARTAGE n° 63, mai-juin 2007. – pp. 62-65**

Une recherche réalisée par le Credoc confirme que l'emploi ne protège pas de la pauvreté, elle permet de mettre en avant un décalage entre pauvreté objective et ressenti des personnes concernées

**Les multiples visages de la précarité. – R.MEYRAN**

**In : SCIENCES HUMAINES - LES GRANDS DOSSIERS n° 6, mars-avril-mai 2007. – pp. 44-46**

Les signes montrant une généralisation de la précarité sont nombreux, malheureusement elle reste diffuse et difficile à évaluer. Gérard Mauger montre que les classes populaires sont totalement désintégrées, quant aux classes moyennes, elles sont en proie à la désagrégation. Le malaise des classes sociales est bien palpable mais il a tendance à se métamorphoser en "question raciale". La précarité ne peut pas être appréhendée et analysée uniquement en terme de classe sociale ou d'origine ethnique. Il apparaît urgent selon Michel Rocard et Bernard Gazier d'inventer un modèle social qui réconcilie développement économique et progrès social.

**Les contrats courts vus par les salariés : une précarité de l'emploi qui n'induit pas nécessairement une précarité du travail. – Edouard FABRE, Nicolas DE RICCARDIS**

**In : PREMIERES INFOS PREMIERES SYNTHES n° 12.3, 14 mars 2007. 5 p.**

Les salariés en contrat court, c'est-à-dire en contrat à durée déterminée (CDD) ou en intérim, sont préoccupés par la précarité de leur emploi, et notamment par le risque de se retrouver au chômage. Près de 85 % jugent que leur type de contrat les empêche de faire des projets à long terme, comme l'achat d'un logement.

Parallèlement, une majorité des salariés en contrat court déclare se sentir tout aussi intégrée à leur entreprise que ceux embauchés en contrat à durée indéterminée (CDI). Leur travail leur paraît tout

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

aussi intéressant et ils ne pensent pas être moins bien rémunérés que les salariés en CDI. Le CDI reste toutefois le contrat de référence.

<http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/2007.03-12.3.pdf>

### **5 millions de travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ? - Thomas AMOSSÉ, Olivier CHARDON**

**In : CONNAISSANCE DE L'EMPLOI n° 39, février 2007. – 4 p.**

Entre rejet de la société et repli sur soi, l'identité des travailleurs non qualifiés apparaît fragmentée entre jeunes qui, pour la majorité d'entre eux, sont susceptibles d'occuper ces emplois de façon transitoire et des plus âgés qui ont peu d'espoir de voir leur situation évoluer.

### **Repenser la solidarité, vers un nouveau contrat social. – Serge PAUGAM**

**In : PARTAGE n° 192, janvier 2007. – pp. 2-14**

Cet article, extrait de l'ouvrage « Repenser la solidarité », traite de la solidarité dans nos sociétés contemporaines. L'auteur aborde la question sociale dans ses multiples dimensions et avance des solutions afin d'éclairer la pensée collective et politique. Cet article témoigne de la difficulté de définir la notion de solidarité, tant elle se trouve être sous des formes multiples et complémentaires. Plusieurs thèmes sont abordés par l'auteur : les théories liées à solidarité et à l'action politique, la crise de la société salariale et ses dégâts, les solidarités familiales intergénérationnelles, la solidarité humanitaire, la ville et l'europe.

### **Les emplois à "bas salaire" et les salariés à l'épreuve de la flexibilité. - Christine GUEGNARD, Sylvie-Anne MERIOT**

**In : CEREQ-BREF n° 237, janvier 2007. - 8 p.**

En Europe, sont considérées comme « travailleurs à bas salaire », les personnes qui perçoivent moins des deux tiers du salaire médian de leur pays. Selon cette définition de l'OCDE, et sur la base de la rémunération horaire, la France compte 10 % de travailleurs à « bas salaire ». L'hôtellerie est un secteur d'activité où se concentre un grand nombre de ces salariés.

<http://www.cereq.fr/pdf/b237.pdf>

### **Travailler et s'appauvrir. - Martin HIRSCH, Sylvaine VILLENEUVE**

**In : PARTAGE n° 191, 01/11/2006. - pp. 60-71**

Cet article présente des témoignages de situations de précarité sociale, de personnes qui travaillent mais qui n'ont pas assez pour se loger décemment. Il tente de montrer les incohérences et la complexité des systèmes d'indemnisation, les blocages et les incitations pour le retour à l'emploi.

### **Quand travailler ne paie plus. – Stéphane MENU**

**In : TESS n° 33, novembre 2006. - pp. 12-16**

La France compte environ 1,3 et 3,5 millions de travailleurs pauvres (...), l'alourdissement des charges fixes, la stagnation du pouvoir d'achat depuis 20 ans et la précarisation des contrats de travail figurent parmi les principales explications.

### **Emplois à domicile : il y a encore du ménage à faire. - C RIEBER.**

**In : LIAISONS SOCIALES MAGAZINE n° 75, octobre 2006. – pp. 36-38**

Les 1,3 million de salariés du secteur des services à la personne occupent souvent des emplois précaires, à temps partiel subi, avec des horaires flexibles et une faible rémunération. La reconnaissance de ces métiers passe par une stabilité des horaires et une hausse des salaires.

### **Du RMI au RMA. Et l'(in)employabilité des chômeurs ? - Noëlle BURGI**

**In : REVUE DE L'IRES n° 50, 2006/1. – pp. 64-101**

L'auteure nous entraîne dans une explication historique et culturelle de notre rapport au pauvre et à l'assistance ou la solidarité. Elle analyse les critères d'inemployabilité et tente de dresser une typologie de l'employabilité des chômeurs.

(...) Certains départements ont aujourd'hui la tentation d'importer dans les dispositifs de gestion des minima sociaux les nouvelles méthodes de profilage informatique mises en œuvre entre autres à L'Anpe. Ce sera donc à l'ordinateur de faire le premier diagnostic de la situation des chômeurs, donc le tri à l'employabilité ou à l'opportunité (d'une place de formation en fonction des places disponibles).

Les départements sont aujourd'hui très exposés aux conséquences de la précarisation. N'ayant pas de prise sur les facteurs économiques et politiques qui, à l'amont, contribuent directement ou indirectement à la persistance du chômage de masse, leurs marges de manœuvre sont très étroites..

<http://www.ires-fr.org/files/publications/revue/r50/r503.pdf>

**Pourquoi la pauvreté gagne du terrain. - Eric BEAL**

**In : LIAISONS SOCIALES MAGAZINE n° 73, juin 2006. - pp. 20-30**

Plus de 7 millions de pauvres en France, si l'on retient le standard européen ! Un phénomène massif nourri par la persistance du chômage, mais aussi par la montée de l'emploi précaire et la multiplication des travailleurs pauvres. Mauvaises conditions de logement, ruptures familiales et insuffisance de qualification sont d'autres accélérateurs de pauvreté.

**La société précaire. - Catherine HALPERN, Robert CASTEL, Serge PAUGAM & als**

**In : SCIENCES HUMAINES n° 168, février 2006. - pp. 33-53**

Travail à temps partiel, travail intérimaire, stage en entreprise sont autant d'emplois précaires qui maintiennent des personnes et des familles à la limite de la pauvreté, les contraignant à vivre au jour le jour et à se sentir exclus de la société. Faut-il repenser la protection sociale et comment ? Quelles comparaisons, concernant les niveaux de pauvreté, faire avec les autres pays européens ? Ou encore quelles sont les dimensions psychiques de la précarité font partie des questions abordées dans ce dossier.

**Quand salaire rime...avec pauvreté. - Isabelle MAHIOU**

**In : SANTE ET TRAVAIL n° 54, janvier 2006. - pp. 16-19**

Avoir un emploi stable n'est plus forcément une garantie contre la pauvreté et l'on ne peut que constater la croissance de la précarité et du sous-emploi. Mais lorsqu'il s'agit de mesurer avec exactitude l'ampleur du phénomène de la pauvreté laborieuse en France, l'exercice devient difficile.

**Trajectoires et identités dans les emplois précaires en Italie. - Giovanna FULLIN**

**In : FORMATION EMPLOI n° 91, juillet - septembre 2005. - pp. 123-134**

La sphère du travail est une des dimensions sur laquelle les individus construisent leur identité ; dès lors, quel peut être l'impact de l'instabilité de l'emploi ? Une enquête menée en Italie démontre que la diffusion des emplois précaires a des effets ambivalents sur la définition de l'identité des travailleurs. Les individus satisfaits de leur travail peuvent s'identifier à ce dernier, abstraction faite de l'instabilité du contrat, alors que les personnes exerçant une activité ne correspondant pas à leurs attentes peuvent utiliser l'instabilité pour différer la définition de leur propre identité ; et ce, en adaptant des stratégies d'attente. Toutefois, ces stratégies peuvent être risquées car elles sont susceptibles d'affaiblir les capacités stratégiques et contractuelles des travailleurs.

**L'invention du sous-emploi. - Jacques DONZELOT, Robert CASTEL**

**In : ESPRIT n° 316, juillet 2005. - pp. 30-46**

La persistance d'un chômage massif s'accompagne d'un effritement de la condition salariale. L'emploi classique protecteur se désagrège et l'on voit apparaître, en guise de résultat des politiques de traitement social du chômage, une situation intermédiaire, le sous-emploi, qui n'est ni le chômage ni le salariat protégé.

**Monoparentalité : l'inquiétante précarisation. - P. HUMANN**

**In : JOURNAL DE L' ACTION SOCIALE (LE) n° 97, mai 2005, pp. 32-33**

Cet article fait état des résultats d'une enquête de la Drees sur les familles monoparentales et la précarité. Il donne des informations sur les typologies de familles monoparentales, leurs situations : chômage, relation à l'autre parent, conditions de travail, niveau de vie, nombre de familles à bénéficier des minima sociaux, conditions de logements etc.

**Contrats à durée déterminée, intérim, apprentissage, contrats aidés : les emplois à statut particulier ont progressé entre 1982 et 2002. - Selma AMIRA, Gilbert DE STEFANO**

**In : PREMIERES INFORMATIONS ET PREMIERES SYNTHES n° 14.2, avril 2005. - 7 p.**

En 2002, plus d'un travailleur sur dix ne dispose pas de contrat à durée indéterminée. Contrats à durée déterminée, apprentissage, intérim ou contrats aidés, la part de ces formes particulières d'emploi a doublé en vingt ans. Elles représentent désormais 11 % de l'emploi total. Ce sont les jeunes, les moins diplômés, les femmes, les ouvriers non qualifiés et les employés qui signent le plus fréquemment ces contrats de type particulier.

[http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/publication\\_pips\\_200504\\_n-14-2\\_CDD-interim-apprentissage-ca\\_.pdf](http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200504_n-14-2_CDD-interim-apprentissage-ca_.pdf)

**« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

**La précarité, une catégorie française à l'épreuve de la comparaison internationale. - J-C. BARBIER**

**In : REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE n° 46-2, 2005. - pp. 351-371**

La précarité est devenu en France, à partir des années quatre-vingt, un terme d'une polysémie extrême, utilisé à la fois dans le discours politique et la recherche. C'est en effet d'abord une catégorie politique. Une revue des usages en sociologie montre que le terme est à la fois marqué par son origine du côté de la sociologie de la famille, puis par son usage spécifique pour caractériser les situations d'emploi, et enfin par un usage qui qualifie la société dans son ensemble. Une recherche comparative dans les cinq pays les plus peuplés de l'Union européenne montre que le terme n'est pas directement utilisable pour les comparaisons internationales : une mesure comparative de la précarité en Europe n'est pas possible. Il faut alors construire d'autres catégories plus spécifiques qui, tout en étant elles-mêmes imparfaites, permettent de saisir des dimensions de ce que la coutume française a pris l'habitude de ranger sous un terme aux significations proliférantes.

[http://www.cairn.info/resume.php?ID\\_REVUE=RFS&ID\\_NUMPUBLIE=RFS\\_462&ID\\_ARTICLE=RFS\\_462\\_0351](http://www.cairn.info/resume.php?ID_REVUE=RFS&ID_NUMPUBLIE=RFS_462&ID_ARTICLE=RFS_462_0351)

**Travailleurs pauvres les oubliés du social ? . - C. TERDJAN-STERN, S. MAURICE**

**In : ASH MAGAZINE n° 08, mars-avril 2005. - pp. 14-24**

Avec le développement des emplois précaires, une nouvelle catégorie de salariés, appelée travailleurs pauvres, doit avoir recours aux services sociaux pour la première fois alors qu'ils sont souvent exclus des aides classiques. Ce dossier donne la parole aux travailleurs sociaux qui essaient de répondre avec des dispositifs mal adaptés à ce phénomène qui remet en cause les contours même de l'action sociale.

**A propos d'un fait social majeur : la montée des précarités et des insécurités sociales et économiques. - Jacques RIGAUDIAT**

**In : DROIT SOCIAL, mars 2005, n° 3, pp. 243-261**

« 20 millions de précaires en France », ancien conseiller social de Michel Rocard et de Lionel Jospin, Jacques Rigaudiat souligne l'extension de la précarité, y compris chez les salariés.

**La perception de la pauvreté en Europe depuis le milieu des années 70. Analyse des variations structurelles et conjoncturelles. - Serge PAUGAM, M. SELTZ**

**In : ECONOMIE & STATISTIQUES n° 383-384-385, 2005. - pp. 283-305**

L'objectif de cet article est d'analyser non pas la pauvreté en tant que telle, mais ses représentations sociales à partir de plusieurs enquêtes comparables réalisées depuis le milieu des années 1970 et, ce faisant, de tenter d'expliquer d'une part les principales différences entre les pays de l'Union européenne et, d'autre part, les principales variations depuis un quart de siècle.

Les représentations de la pauvreté ne sont pas figées dans le temps, et elles varient à la fois selon les pays, c'est-à-dire selon les perceptions politiques et culturelles, et selon la conjoncture économique et sociale.

[http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/es383-384-385m.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es383-384-385m.pdf)

**Les « Permanents de l'intérim ». - Hélène FRECHOU**

**In : PREMIÈRES SYNTHÈSES n° 43.3, octobre 2004. - 6 p.**

Sur les 1 714 000 personnes ayant exercé au moins une mission d'intérim en 1998, 423 000, soit 25 %, sont intérimaires au moins quatre années sur cinq entre 1998 et 2002. Parmi ces intérimaires qui gravitent quasi continûment dans la sphère de l'intérim, 165 000 sont intérimaires, en moyenne, plus de six mois par an sur la période.

Travailler en intérim de façon quasiment continue exige de changer souvent de missions d'intérim au gré de la conjoncture économique. Une opportunité de polyvalence, mais aussi une contrainte.

[http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/publication\\_pips\\_200410\\_n-43-3\\_les-permanents-de-linterim.pdf](http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200410_n-43-3_les-permanents-de-linterim.pdf)

**Les travailleurs pauvres : identification d'une catégorie. - Sophie PONTHEUX**

**In : TRAVAIL GENRE ET SOCIETES n° 11, avril 2004. - pp. 93-107**

La question des travailleurs pauvres, "apparue" en France dans les années 1990, a été abordée alors en référence à des travaux américains. Comment s'est construite en France la catégorie des "travailleurs pauvres"- ou "actifs pauvres" comme ils sont dénommés ?

**Pauvreté des enfants et emploi des parents.**

**In : Les enfants pauvres en France, rapport n° 4 du CERC, mars 2004. - pp. 61-78**

Le rapport du CERC « Les Enfants pauvres en France, a observé la situation des enfants pauvres en France. Le risque de reproduction de la pauvreté provient surtout de l'échec scolaire qui touche

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

en particulier les enfants des familles à bas revenus. La faiblesse des revenus d'activité représente la principale source de pauvreté des ménages ayant des enfants. L'intensité d'emploi se réduit avec le nombre d'enfants et surtout avec la présence d'un enfant en bas âge ; la grande majorité des cas de pauvreté s'explique par la faiblesse de l'emploi. La présence d'enfants, et surtout d'enfants en bas âge, rend donc plus difficile l'accès à l'emploi des familles, et augmente ainsi leur risque de pauvreté.

<http://www.cerc.gouv.fr/rapports/rapport4cerc.pdf>

### **De la précarité de l'emploi à celle des trajectoires : une analyse de l'insertion en évolution. - Yvette GRELET, Michèle MANSUY**

**In : FORMATION EMPLOI n° 85, mars 2004. - pp. 87-99**

Comment les jeunes s'insèrent-ils professionnellement ? Chercheurs et statisticiens ont fait évoluer la manière de répondre à cette question aussi bien que les enquêtes. En témoigne la façon dont s'est enrichie et alimentée l'analyse de la précarité de l'emploi juvénile.

### **Attention, pauvretés. - Collectif d'auteurs**

**In : PROJET n° 280, janvier 2004. - pp. 54-90**

Y-a t'il des "pauvres méritants" et des "pauvres inconséquents" ? Au minimum, c'est l'indifférence qui règne vis-à-vis de ceux que le libéralisme exclut et fragilise. La multiplication des emplois précaires enferme ceux qui les occupent dans l'instabilité. Une politique de la fragilité doit être réfléchie non plus pour, mais à partir et avec les oubliés d'une société de concurrence.

<http://www.ceras-projet.com/index.php?id=1407>

### **La mesure du travail décent. - Collectif d'auteurs**

**In : REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL vol. 142 n° 2, 2003/2. - pp. 117-295**

Les articles qui constituent ce numéro spécial de la Revue internationale du Travail sur «la mesure du travail décent» ont été rassemblés pour faire état des méthodes mises au point à ce jour par plusieurs chercheurs confirmés dont la plupart, mais pas tous, appartiennent au Bureau international du Travail. L'objectif n'est pas de faire valoir une préférence pour telle ou telle méthode, mais plutôt de mettre en évidence la nature multidimensionnelle du travail décent.

<http://www.ilo.org/public/french/support/publ/revue/sommaire/142-2.htm>

### **Les working poor version française. - Margaret MARUANI**

**In : PROBLEMES ECONOMIQUES n° 2833, 26 novembre 2003. - pp. 13-20**

Cet article donne des définitions et des délimitations à la pauvreté laborieuse avant d'identifier une catégorie de salariés pauvres. Il montre également que le mode d'évaluation de la pauvreté laborieuse en France sous-évalue le niveau de pauvreté des personnes en sous-emploi et en sous-smic.

### **Les sans-domicile ne sont pas coupés de l'emploi. - Bernadette de LA ROCHERE**

**In : INSEE PREMIERE n° 925, octobre 2003. - 4 p.**

En janvier 2001, 36 % des sans-domicile recherchent un emploi. Parmi eux, sept sur dix ont effectué au cours du mois précédent des démarches actives pour trouver un emploi. Un tiers recherche un emploi depuis plus de deux ans. Parmi les sans-domicile francophones usager

[http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/IP925.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP925.pdf)

### **Pauvreté et travail : Une antinomie devenue contestable. - Sophie DION-LOYE**

**In : EDUCATION PERMANENTE n°156, septembre 2003. - pp. 27-37**

Pendant fort longtemps, la place du travail a été la base de la reconnaissance sociale. Même si la pénibilité et la dépendance du travail salarié n'étaient pas complètement abolies, le travailleur s'en trouvait dédommagé en devenant un citoyen dans un système de droits sociaux, bénéficiaire des prestations distribuées par les bureaucraties. L'Etat était le garant de la solidarité et de l'échange autour du travail. Le travail avait ainsi une fonction alimentaire, sociale et intégrative, qui excluait tout risque de pauvreté. Pour autant, cette affirmation historiquement exacte selon laquelle le travail exclut la pauvreté, doit aujourd'hui être corrigée. Si, par principe, le travail permet d'échapper à l'assistance et à la pauvreté, le second marché du travail conduit à la vulnérabilité.

### **L'enjeu du futur RMA, l'accompagnement et la formation : entretien avec Pascal Vaudry, directeur du SAIS (Site d'accueil et d'initiatives sociales) de l'agglomération de Rouen. - Patricia GAUTIER-MOULIN**

**In : ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE n° 183, mars-avril 2003. - pp 4-5**

Ce texte rend compte d'un entretien avec le responsable du SAIS (Site d'accueil et d'initiatives sociales qui accueille chaque année plus de 500 personnes dont un peu plus de la moitié de bénéficiaires du RMI, pour des durées allant de 3 mois à un an) qui s'exprime sur la pertinence et

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

les limites d'un nouveau dispositif intitulé RMA, Revenu minimum d'activité. En deuxième partie intitulée "Perspectives d'insertion", il détaille les activités et les initiatives développées par le SAIS. L'ensemble de ce texte est enrichi par des encadrés centrés sur : les spécificités futures du RMA, les ateliers proposés aux utilisateurs du SAIS.

### **Tous collègues mais pas logés à la même enseigne. - Marie BIDAULT**

**In : LIAISONS SOCIALES MENSUEL n° 31, avril 2002. - pp. 60-63**

Intérimaires, personnel détaché, mis à disposition ou de sous-traitants...

Les collaborateurs atypiques cohabitent de plus en plus avec les permanents de l'entreprise.

Même entre filiales, les salariés sont loin d'être sur un pied d'égalité.

Résultat : un éclatement des statuts que les syndicats ont bien du mal à contrecarrer.

### **Insertion sociale et vie sociale des jeunes en Haute-Normandie. - Alain DEGENNE, Marie-Odile LEBEAUX**

**In : FORMATION EMPLOI n° 73, 2001. - pp. 75-93**

La santé et les événements personnels conditionnent fortement l'insertion professionnelle des jeunes, même si le niveau d'instruction et le sexe restent des facteurs déterminants.

La phase de premier contact avec le marché du travail est analysée à partir de l'enquête « Génération 92 » du Céreq, complétée, en Haute-Normandie, par une extension consacrée à l'exploration de la vie personnelle. Ces deux enquêtes, réalisées en 1999, portent sur un échantillon de 1 534 jeunes sortis du système scolaire. La première enquête confirme les effets conjugués du sexe et du niveau d'instruction sur la rapidité et l'efficacité de l'insertion professionnelle. Elle met en évidence la part croissante des emplois à statut instable et en particulier de l'intérim, y compris pour les jeunes à insertion professionnelle rapide. Des typologies de trajectoires sont construites, puis mises en relation avec les éléments d'information ponctuels recueillis sur les conditions de vie, les pratiques sociales et de loisirs, l'environnement familial, la santé, ainsi que sur la perception du monde du travail et les projets des jeunes. On peut observer des liaisons fortes entre la qualité de l'insertion et certains symptômes de santé, ainsi qu'avec des indicateurs liés à la vie personnelle.

<http://portail.cereq.fr/FEM/FEM735.pdf>

### **Précarités des jeunes en début de vie active. - Gwenaëlle THOMAS, Yvette GRELET**

**8es Journées d'études Céreq – Lasmas-IdL, Marseille, 17 et 18 mai 2001**

**« Construction et usage des catégories d'analyse », section 3, 2001. - pp. 1-21**

Aujourd'hui, même pour les jeunes formés à un métier, l'accès rapide à un emploi à plein temps, correctement rémunéré, n'est plus garanti. Même si la situation des débutants améliore globalement avec le temps, pour se rapprocher de celle de la moyenne des actifs au bout de cinq années (Martinelli, Werquin, Zarca, 1999), les jeunes sont plus souvent touchés par les emplois à temps partiel contraint ou sur statut précaire. Ils sont également moins bien rémunérés, ce qui, pour un certain nombre d'entre eux, freine notablement l'accès à l'indépendance financière. Certains, soit qu'ils cumulent des périodes longues de chômage, soit qu'ils se retirent du marché du travail, sont même durablement éloignés de l'emploi.

<http://www.cereq.fr/cereq/Colloques/longitudinal/GreletThomas.PDF>

<http://www.cereq.fr/cereq/Colloques/longitudinal/actes.htm>

### **Entre le chômage et l'engrenage des emplois précaires. - Liliana ROLFSEN PETRILLI SEGNI**

**In : TRAVAILLER n° 6, 2001. - pp. 129-146**

A partir d'entretiens menés auprès d'anciens employés de la banque d'Etat de Sao Paulo, quelques années après qu'ils aient souscrit au " plan de démission volontaire ", l'auteur montre comment ceux-ci sont tombés dans l'engrenage de la précarité. Mais comment la Banque a-t-elle réussi à leur faire prendre une telle décision? Pour comprendre, l'auteur remonte à la période précédant la mise en place de ce plan. Elle en arrive ainsi à mettre au jour l'existence de deux logiques : la logique droits-sécurité (qui incitait à rester dans l'entreprise) et celle d'un travail dévalorisant (qui pousse à partir). Ces deux logiques coexistaient, étroitement imbriquées, jusqu'à la mise en place du processus de privatisation. La " ruse " des gestionnaires fut de les dissocier, en détériorant la première et en hypertrophiant la seconde. Dès lors, par un renversement spectaculaire, nombre de salariés ont été ainsi amenés à donner leur démission de façon non seulement parfaitement volontaire techniquement parlant, mais en donnant de surcroît à cette démission le sens d'une libération. C'est en jouant sur le désir de réalisation de soi comme sujet que le libéralisme a pu atteindre son but : se séparer d'une bonne partie des travailleurs " surnuméraires ".

**« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

**Le travail occasionnel des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique - Quels emplois ? Quels revenus ? - Sandra BERNARD, Geneviève CANCEILL**

**In : PREMIÈRES SYNTHÈSES n° 20.1, mai 2001 . - 8 p.**

En mars 2000, 93 000 personnes, relevant du régime de l'Allocation de Solidarité Spécifique exerçaient une activité professionnelle rémunérée et entraient donc dans le cadre du dispositif permettant le cumul de l'ASS avec un revenu d'activité. Près des trois quarts d'entre elles ont effectivement perçu l'intégralité ou une partie de leur allocation, en complément du salaire. Plus de 80 % de ces chômeurs sont ouvriers ou employés, le plus souvent dans le secteur des services aux particuliers. Ils occupent des emplois particulièrement précaires, notamment des emplois aidés (21 % de Contrats Emploi-Solidarité). Le temps partiel est omniprésent, puisqu'il concerne près de 90 % des contrats.

[http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/publication\\_pips\\_200105\\_n-20-1\\_travail-occasionnel-beneficiaires-allocation-solidarite-specifique.pdf](http://www.travail.gouv.fr/IMG/pdf/publication_pips_200105_n-20-1_travail-occasionnel-beneficiaires-allocation-solidarite-specifique.pdf)

**Emploi : les oubliés de la croissance. - Valérie DEVILLECHABROLLE, Isabelle MOREAU**

**In : LIAISONS SOCIALES MAGAZINE n° 20, mars 2001. - pp. 16-32**

Tout le monde ne profite pas de la croissance, notamment au niveau de la reprise d'emploi. Le sous-emploi reste massif, des secteurs fragilisés continuent de licencier et le sort des personnes fragilisées par un quart de siècle de crise économique est loin d'être réglé.

Dans cette enquête, de nombreuses personnes en difficulté (au RMI, âgées, illettrées...) témoignent qu'elles n'attendent rien de la reprise, soulignent qu'elles n'arrivent pas à sortir du sous-emploi.

Un débat entre Jean-Baptiste de Foucauld, Xavier Emmanuelli et Serge Paugam, conclut ce dossier sur ce diagnostic : la reprise ne suffira pas à faire reculer l'exclusion.

**Avoir un emploi et être pauvre. Bas salaires, sous emploi et chômage, quels liens avec la pauvreté ? - Jean-Michel HOURRIEZ**

**In : France , portrait social 2001-2002. INSEE, 2001. - pp. 111-126**

Cet article dresse un portrait des « travailleurs pauvres », il présente les différents groupes d'actifs pauvres et les facteurs qui prédisposent à la pauvreté.

**Travail, handicap et précarité. - J-M.PIERRE**

**In : HANDICAP - REVUE DE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES n° 89, janvier-mars 2001. - pp. 1-22**

L'étude statistique et qualitative des adultes handicapés travaillant en milieu ordinaire montre qu'ils sont confrontés à une précarité qui résulte moins du handicap que leur origine sociale et leur trajectoire de vie. L'analyse sociologique de cette disqualification sociale conduit à rompre avec la notion de "handicap", au profit d'une approche historique des modes sociaux de gestion des déficiences. La précarité des personnes handicapées s'intègre alors dans la problématique plus générale de la désaffiliation sociale énoncée pour d'autres populations en difficulté.

**L'emploi précaire en Haute-Normandie : une évolution sensible depuis 1990. - INSEE**

**Haute-Normandie, François GITTON**

**In : AVAL, n° 91, 4e trimestre 2000 - 3 p.**

Plusieurs indicateurs montrent que l'emploi précaire a progressé depuis 1990 en Haute-Normandie. En effet, la proportion d'actifs haut-normands embauchés en CDD ou par intérim est passée de 6,2 % à 10 % entre 1990 et 1999. Les moins de 30 ans sont davantage concernés par ces emplois à durée limitée. Les femmes sont sous-représentées dans l'intérim mais elles sont majoritaires parmi les personnes en CDD.

**Notes : ANNUAIRE DES ETUDES REGIONALES**

[http://www.insee.fr/fr/insee\\_regions/haute-normandie/rfc/docs/sommaire\\_aval91.pdf](http://www.insee.fr/fr/insee_regions/haute-normandie/rfc/docs/sommaire_aval91.pdf)

**Les "travailleurs pauvres". - Christine LAGARENNE, Nadine LEGENDRE**

**In : INSEE 1<sup>ère</sup> n° 745, octobre 2000. - 4 p.**

En 1996, parmi les personnes actives et ayant travaillé au moins un mois, 1 305 000 vivaient dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté.

Avoir connu une période de chômage augmente fortement le risque de pauvreté, mais l'exercice continu d'une activité ne met pas à l'abri de la pauvreté : les deux tiers des « travailleurs pauvres » ont occupé un emploi, salarié ou indépendant, toute l'année.

Parmi les salariés ayant travaillé continûment, le risque de pauvreté est sensiblement accru quand l'emploi est à durée déterminée ou correspond à un emploi aidé, ce qui est le cas de nombreux jeunes. Le temps partiel a également un impact sur le risque de pauvreté et concerne un quart des « travailleurs pauvres ».

## **« Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.**

La pauvreté d'un travailleur dépend à la fois de son revenu d'activité personnel et de sa situation familiale. Trois quarts des travailleurs pauvres gagnent moins de 42 000 F par an. Plus de la moitié vivent seuls ou dans des familles où ils sont l'unique apporteur de ressources. Les prestations sociales représentent plus du tiers du revenu du ménage de ces travailleurs.

[http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/IP745.pdf](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/IP745.pdf)

### **Des formes particulières d'emploi aux formes particulières de chômage : le cas des demandeurs qui exercent des activités professionnelles réduites. – Mathieu BERAUD**

**In : ECONOMIES ET SOCIETES tome XXXIV, n° 4, avril 2000. - pp. 67-117**

Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant des activités professionnelles réduites ne cesse d'augmenter. Ce phénomène semble lié à l'évolution du fonctionnement du marché du travail et aux transformations du régime d'indemnisation. Les résultats d'une enquête par sondage permettent de cerner les caractéristiques de ces demandeurs d'emploi, la nature des emplois occupés et les profils de trajectoires professionnelles. L'analyse des enjeux de cette nouvelle catégorisation des demandeurs d'emploi ne permet pas de statuer clairement sur ses effets en matière d'amélioration de conditions d'insertion, mais elle souligne le risque que constitue pour la société cette légitimation d'une nouvelle catégorie à l'intersection du chômage et de l'emploi.

### **RMI et flexibilité sur le marché du travail. - Yannick L'HORTY, Antoine PARENT**

**In : ECONOMIES ET SOCIETES, avril 2000. tome XXXIV, n° 4. -pp. 119-133**

Le système de Speenhamland établi en Angleterre, à la fin du XVIIIe siècle, constitue une première expérience de soutien aux bas revenus. L'analogie avec ce précédent historique permet de constater un lien de cause à effet entre la mise en place du RMI et le développement des formes d'emploi précaires et des bas salaires. On observe également que la diffusion du RMI coïncide avec l'instauration de l'allocation unique dégressive (AUD) et avec la croissance modérée du SMIC. Le RMI ne constitue donc pas un frein à la flexibilité sur le marché du travail ; il en serait, au contraire, un de ses instruments.

### **Précarités et trajectoires. – Collectif d'auteurs**

**In : TRAVAIL ET EMPLOI n° 80, septembre 1999. - pp. 7-89**

La revue "Travail et emploi" présente quatre des recherches issues du programme "Précarités, trajectoires et projets de vie", lancé en 1996, conjointement par la Mission recherche (MIRE), la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES) et la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF). Celles-ci ont permis d'étudier les processus de précarisation sociale dans leur multiplicité en privilégiant le point de vue des acteurs. (...) La position de cadre, devenue elle-même précaire, est l'objet d'une différenciation sociale croissante en ce qui concerne le rapport au travail ou au hors-travail. Pourtant, le récit d'un conseiller de mission locale montre qu'il est possible à certains individus particulièrement fragilisés d'acquiescer un statut d'emploi stable.

#### **A consulter :**

#### **Précarisation (la) du travail des cadres, techniciens et ingénieurs : de l'homogénéisation à la différenciation sociale. - Alain PICHON. – pp. 59-75**

[http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue\\_Travail-et-Emploi/pdf/80\\_1058.pdf](http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/80_1058.pdf)

#### **Un cas de sauvetage social : histoire d'une jeune précaire racontée par un conseiller de mission locale. - Stéphane BEAUD. – pp. 77-89**

[http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue\\_Travail-et-Emploi/pdf/80\\_1059.pdf](http://www.travail.gouv.fr/publications/Revue_Travail-et-Emploi/pdf/80_1059.pdf)

### **L'emploi précaire en France. – Yannick L'HORTY**

**In : REGARDS SUR L'ACTUALITE n° 249, mars 1999. - pp. 15-27**

L'extension des formes d'emploi qui introduit du provisoire ou de l'instabilité dans la relation de travail est attestée, depuis le début des années 1980, par les informations statistiques. Elle est en partie engendrée par une évolution des conditions de la demande et peut avoir des effets sur la précarité de l'emploi. En France, elle touche davantage le volume d'emploi que les rémunérations ou les formes qualitatives du travail. Au nombre de ses conséquences économiques, on note un accroissement de l'efficacité au niveau des conditions de travail et une meilleure adéquation au processus de production. Elle peut avoir cependant d'autres effets, un effet négatif sur la consommation, une stabilisation de l'évolution du partage de la valeur ajoutée ou une amplification des fluctuations conjoncturelles. Enfin, quand elle entraîne une réduction moyenne du volume des indemnités de l'allocation unique dégressive, elle devient dommageable aux allocataires dont elle accroît la précarité.



## **Laboratoires**

### **Portail français des sciences sociales**

<http://www.liens-socio.org>

### **LABORATOIRES DE RECHERCHE en lien avec les thématiques abordées**

#### **CEE (Centre d'études et de l'Emploi)**

Le CEE est un établissement public administratif, rattaché au CNRS. Sa mission :. éclairer les principaux enjeux relatifs à l'emploi pour les pouvoirs publics et les acteurs économiques et sociaux, construire des connaissances sur les questions relatives aux transformations de l'emploi et du travail .

Ces publications : **Le Quatre pages**, en ligne , des Documents de travail consultables au format PDF, **CONNAISSANCE DE L'EMPLOI**.

président du conseil scientifique du CEE : **Jacques Freyssinet**

<http://www.cee-recherche.fr/>

La recherche au Centre d'études de l'emploi s'organise en cinq unités de recherche :

- Âge et travail étude de l'évolution démographique de la population active et sa prise en compte dans la conception des moyens de travail. **Serge Volkoff** Centre de recherches et d'études sur l'âge et les populations au travail (GIS-CREAPT)
- Emploi, protection sociale et Institutions et Marchés du travail
- L'expérience des personnes aux prises avec l'action publique
- Travailleurs et organisations **Michel Gollac**

Des partenariats à signaler dont : L'école doctorale «Entreprise-Travail-Emploi» (**ete**) <http://www.polytechnicum.org/ete/> sur les problèmes contemporains du travail est dirigée par Jean-François Germe professeur au CNAM, son correspondant pour Marne-la-Vallée est **Yves Lichtenberger**. Outre les UFR d'économie et de sociologie de l'Université de Marne-la-Vallée, elle repose sur plusieurs centres de recherche et écoles supérieures : l'ENPC, Le Centre d'études de l'emploi, le GIP - MIS, l'IRES, le LATTs, le CRG, le CGS de l'École des Mines et le CNAM. [http://www.cee-recherche.fr/fr/c\\_rech5.htm](http://www.cee-recherche.fr/fr/c_rech5.htm)

#### **CELIA (Centre d'Études des Langues Indigènes d'Amérique)**

Le CELIA est un laboratoire de recherches (**Marie Noëlle CHAMOUX**, Chargée de recherche) dont les activités répondent à trois types de finalités :

- Apporter des connaissances nouvelles sur les systèmes linguistiques de l'Amérique indigène encore très peu documentés voire inconnus, et contribuer par là aux débats en cours dans les sciences du langage,
- Contribuer à l'intelligence des cultures amérindiennes par le déchiffrement et/ou l'interprétation de textes (que ceux-ci aient été recueillis en contexte oral ou qu'ils relèvent des traditions écrites),
- Répondre à la demande sociale de plus en plus grande et de plus en plus variée, concernant ces langues et ces textes.

<http://celia.cnrs.fr/>

#### **Céreq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications)**

Le Céreq est un établissement public qui dépend du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Emploi, du Travail et de la Cohésion sociale. Pôle public d'expertise au service des acteurs de la formation et de l'emploi, le Céreq concilie production de statistiques, recherches, études et accompagnement d'actions. Il formule des avis et des propositions destinés à éclairer les choix en matière de politiques de formation à l'échelon régional, national ou international.

Les départements

Production et usage de la formation continue (DFC)

Entrées dans la vie active (DEVA)

Professions et marché du travail (DPMT)

Travail et formation (DTF)

Les études sur la transformation des métiers et des qualifications constituent une des spécialités historiques du Céreq et un ensemble de travaux largement partagés au sein du réseau.

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

<http://www.cereq.fr/index.htm>

### **Clersé (Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques)**

**Le Clersé** est un important laboratoire en Sciences de l'Homme et de la Société (SHS). Il regroupe trois disciplines : sociologie, économie, anthropologie et plus de 110 chercheurs (13 chercheurs CNRS, 60 enseignants-chercheurs, 7 ITA CNRS, et 30 doctorants-allocataires ou ATER). Bien inséré au niveau régional il fait partie de plusieurs réseaux nationaux et internationaux de recherche : CEREQ, GDR MAGE (Groupement de Recherche " Marché du travail et Genre "), Laboratoire européen associé " Délinquances, politiques de sécurité et de prévention, Recherches Comparatives Franco-Allemandes " (CNRS/Institut Max Planck), GERN, Ses publications : il développe des liens privilégiés avec les Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie (revue de la Faculté des sciences économiques et sociales), la revue Déviance et Société et le Journal des Anthropologues.

Dans le cadre de sa communication il publie « **Clersé infos** » (lettre interne diffusée 5 à 6 fois par an aux membres du laboratoire) et « **La Lettre** » (1 à 2 numéros par an, diffusée à 500 exemplaires dans d'autres laboratoires en France et à l'étranger, à ses chercheurs ainsi qu'aux partenaires du Clersé.

**Florence Jany-Catrice** est membre du CLERSE-IFRESI

[http://www.ifresi.univ-ille1.fr/site/1\\_Presentation/11\\_Presentation/Laboratoires/CLERSE.htm](http://www.ifresi.univ-ille1.fr/site/1_Presentation/11_Presentation/Laboratoires/CLERSE.htm)

### **CREDOC (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie )**

**Le CREDOC** est un organisme d'études et de recherche au service des acteurs de la vie économique et sociale. Ses enquêtes portent sur différents thèmes et notamment sur les points suivants : travail insertion économique et politique de l'emploi, évaluation des politiques sociales, pauvreté et exclusion, analyse économique sectorielle et développement économique local. Présentation sur le site de ses différentes publications.

<http://www.credoc.fr/>

### **CSE (Centre De Sociologie Européenne)**

**Le CSE** touche à des domaines de recherche très divers comme la sociologie de l'éducation, la culture, la sociologie, les systèmes symboliques et les relations de pouvoir, les intellectuels et leur place dans le champ culturel, le politico-médiatique, l'économique ; la sociologie du travail ; l'histoire sociale des sciences sociales.

Enseignant chercheur : **Tania Angeloff**

<http://www.ehess.fr/centres/cse/>

### **CSU (Cultures et Sociétés Urbaines)**

Au **CSU**, la sociologie, majoritairement représentée, côtoie la science politique et l'anthropologie et un laboratoire d'accueil de plusieurs formations doctorales. Cinq grands axes de recherche :

- Rapports salariés et rapports marchands : travail, emploi, éducation
- Le genre en sociologie : des différences entre les sexes au traitement du genre dans les sciences sociales
- Les classes sociales : mutations et reproduction
- Savoirs et politiques : sociologie des productions intellectuelles et du politique
- La ville comme problème socio-politique

**Margaret Maruani**

<http://www.csu.cnrs.fr/>

### **DARES (Direction de l'Animation et de la Recherche des Etudes et des Statistiques)**

Le programme de travail de la DARES vise trois grandes finalités :

- Fournir des éléments de connaissance pour permettre un débat approfondi sur les thèmes du champ du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, porteurs d'enjeux économiques et sociaux importants ;
- Contribuer à la formation d'un jugement évaluatif pour éclairer la décision en matière de politique du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- Alimenter en données fiables et régulières les services chargés du pilotage des politiques. Il intègre les demandes liées aux évolutions récentes de la conjoncture économique et sociale, telles qu'elles ressortent des rencontres avec les partenaires sociaux et prend en compte les orientations actuelles du Ministère exprimées par les demandes des délégués et directeurs du Ministère de l'emploi et des organismes sous tutelle, dans le cadre du Comité des programmes.

**Dominique Méda** est responsable de la mission Animation de la recherche à la DARES

Publications :

La collection **PREMIERES INFORMATIONS** et **PREMIERES SYNTHES** présentent en 4 à 8 pages d'articles et de graphiques les résultats commentés des principales études statistiques

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

réalisées dans le domaine du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elles proposent un regard rapide sur les aspects structurels et rétrospectifs.

**Les dossiers de la Dares** présentent les résultats complets et détaillés d'enquêtes statistiques réalisées par le Ministère : les résultats des élections aux comités d'entreprise, la structure des emplois, la participation et l'intéressement. Les "**Dossiers de la DARES**" proposent également des bilans sur des sujets d'actualité comme le bilan de l'emploi, le bilan de la formation professionnelle. La collection "**Cahier Travail et Emploi**" a pour but de porter à la connaissance du public les études et les rapports de recherche réalisés par la DARES. Les cahiers Travail et Emploi contribuent à l'animation du débat social sur des sujets aussi variés que l'évaluation des politiques de l'emploi, l'étude des comportements des acteurs sociaux, la connaissance de l'emploi, des situations de travail. Bulletin Mensuel des Statistiques du Travail

la revue "**Travail et Emploi**"

<http://www.travail.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques/programme-travail/programme-travail-du-ministere-2005/programme-travail-dares-2005-2218.html>

### **EPEE (Etudes des Politiques Economiques de l'université d'Evry)**

Les recherches de l'**EPEE** l'université d'Evry s'articulent autour d'une thématique : l'analyse des politiques économiques, de leurs fondements et de leurs implications. Le choix de ce thème fédérateur a conduit à privilégier trois champs d'applications.

- Macro-dynamique, macroéconomie monétaire et financière

- Economie du travail et de l'emploi

- Croissance, développement et inégalités

<http://www.univ-evry.fr/PagesHtml/laboratoires/Epee/EPEE.html>

**GERS**, depuis le 1er janvier 2005, s'est regroupé avec Travail et mobilités (Nanterre) dans un seul laboratoire: **GTM (Genre, Travail, Mobilités)**

Direction : **Helena Hirata**

<http://www.gtm.cnrs.fr/>

### **IFRÉSI (Institut Fédératif de Recherche sur les Economies et les Sociétés Industrielles)**

L'**IFRÉSI** est une fédération de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) à laquelle participent quinze laboratoires de recherche situés dans les huit universités du Nord - Pas-de-Calais et de Picardie.

Laboratoires membres :

[http://www.ifresi.univ-lille1.fr/site/1\\_Presentation/11\\_Presentation/Laboratoires/Liste\\_labos.htm](http://www.ifresi.univ-lille1.fr/site/1_Presentation/11_Presentation/Laboratoires/Liste_labos.htm)

### **INED (Institut National d'Etudes Démographiques)**

L'**INED** accueille des travaux originaux de chercheurs en démographie et dans des disciplines associées : sociologie, économie, anthropologie, histoire, géographie, épidémiologie et santé publique, méthodologie en sciences sociales.

Données démographiques sur la France et sur tous les pays du monde. Accès aux sommaires des publications avec résumés des articles.

Les revues : **Population, Population & sociétés** . Les collections : **Les Cahiers de l'INED**, Méthodes et savoirs, données statistiques...

<http://www.ined.fr/>

### **INRS (Institut National de Recherche et de Sécurité)**

L'**INRS** a pour objectif de favoriser la santé et la sécurité de l'homme au travail. Son équipe de chercheurs et de médecins conçoit chaque année de nombreux produits d'information parmi lesquels des dossiers thématiques consultables en ligne à partir d'un classement thématique.

L'INRS publie quatre revues destinées à différents publics. La plupart des articles parus récemment dans ces périodiques sont accessibles en ligne en texte intégral, au format PDF. Il est possible également de s'abonner en ligne à : **Travail et sécurité, Hygiène et sécurité du travail, Réalité prévention, Documents pour le médecin du travail** <http://www.travail-et-securite.fr>

<http://www.inrs.fr/>

### **INSEE (L'Institut national de la statistique et des études économiques)**

L'**Insee** est une Direction générale du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (MINEFI). L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) collecte, produit et diffuse des informations sur l'économie et la société française afin que tous les acteurs intéressés (administration, entreprises, chercheurs, médias, enseignants, particuliers) puissent les utiliser pour effectuer des études, faire des prévisions et prendre des décisions.

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

L'Insee propose des publications nationales et régionales :

- des périodiques : Bulletin mensuel de la statistique, **Insee première, Économie et Statistique**, Annales d'économie et de statistiques, Insee Résultats (société et économie), Synthèses, Recueil d'études sociales, Économie Lorraine...

- **des collections : France Portrait Social, Tableaux de l'Économie française, Tableaux de l'Économie régionale, Données sociales...**

[http://www.insee.fr/fr/ffc/accueil\\_ffc.asp?theme=3](http://www.insee.fr/fr/ffc/accueil_ffc.asp?theme=3)

### **IRES (Institut de Recherches Economiques et Sociales)**

L'**IRES** a pour fonction de répondre aux besoins exprimés par les organisations syndicales représentatives dans le domaine de la recherche économique et sociale.

Les groupes de travail permanents :

- Emploi
- Revenu salarial
- Relations professionnelles
- Travail
- Les projets transversaux :
  - Anciennes et nouvelles formes de rémunération salariale
  - Actualité internationale des problèmes du travail
  - Stratégies et gouvernance des entreprises, restructurations et politiques industrielles ;
  - Temps de travail

Publications :

**La Revue de l'IRES** prend la suite, sous une forme renouvelée de La Note de l'IRES dont 20 numéros ont été publiés de mars 1984 à juin 1989.

**La Chronique Internationale de l'IRES** offre une analyse de la conjoncture sociale internationale et des dossiers thématiques.

**La Lettre de l'IRES** présente les travaux en cours des équipes de recherche, les rencontres et colloques et les parutions des centres de recherches syndicaux.

<http://www.ires-fr.org/index.htm>

### **IRESCO (Institut de Recherche sur les Sociétés Contemporaines)**

La base de données de la bibliothèque de l'**IRESCO** est reversée dans le Catalogue collectif de Sociologie du CCO. Le catalogue des périodiques reçus à la bibliothèque est consultable en ligne. Un important portail "Sociopôle" permet d'accéder à de multiples ressources en ligne, en France, destinées à la communauté des sociologues internautes. Possibilité de consulter en ligne les sommaires des revues accueillies par l'IRESCO : L'Année sociologique, **Cahiers du Genre**, Genèses, Sociétés contemporaines, **Travail, Genre et Sociétés**.

**Fédération de laboratoires de sociologie : labos, revues, ressources, bibliothèque...**

Site portail : <http://www.pouchet.cnrs.fr/>

**IRIS (Institut de Recherche Interdisciplinaire en Socio-économie)** est un centre de recherche pluridisciplinaire et mixte, université/CNRS. Il a vocation à mobiliser diverses formes de savoir (**sciences économiques, sociologie, sciences politiques, histoire**, etc.) autour d'un projet général qui est celui de l'étude des mutations économiques et sociales liées à l'évolution technologique et à l'innovation dans les sociétés complexes.

Chercheur en sciences économiques à l'IRES : **Pascal Ughetto**

Publications : Collection "**Cahiers Politiques**"

<http://www.dauphine.fr/>

### **Laboratoire de psychologie du travail et de l'action**

Créé en 1990 au Conservatoire National des Arts et Métiers, par **Christophe DEJOURS**, le laboratoire de psychologie du travail prend, à partir de l'an 2000, le nom de laboratoire de psychologie du travail et de l'action.

Publication : la revue **TRAVAILLER** <http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/revue/index.html>

[http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/membres\\_psych.html](http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/membres_psych.html)

### **LAS (laboratoire d'anthropologie sociale)**

Le **LAS** créé en 1960 par **Claude Lévi-Strauss**, le Laboratoire d'Anthropologie Sociale est une unité mixte de recherche du Centre National de la Recherche Scientifique, de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et du Collège de France.

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

Publications : Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie, L'Homme. Revue française d'anthropologie, Cahier de l'homme, Etudes rurales. Anthropologie. Economie. Géographie. Histoire. Sociologie  
[http://www.ehess.fr/html/html/CEN\\_3\\_41.html](http://www.ehess.fr/html/html/CEN_3_41.html)

### **Lasmas (Laboratoire d'Analyse Sociologique et des Méthodes Appliquées aux Sciences sociales)**

Le **Lasmas** développe des analyses dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, des inégalités et ruptures sociales, des modes de vie, des réseaux sociaux et professionnels ainsi que des opinions et des valeurs, en s'appuyant notamment sur l'utilisation secondaire des grandes enquêtes.

Depuis l'automne 2004 le Lasmas s'est structuré en quatre équipes de recherche :

- Professions, réseaux, organisations (PRO) sous la responsabilité de Catherine Marry,
- Analyse de la cohésion sociale - données, méthodes, modèles (ACS-DM2) sous la responsabilité de Michel Forsé,
- Equipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS) sous la responsabilité de **Serge Paugam**
- Dynamiques et relations sociales (DYRESO) sous la responsabilité d'Alain Léger

Le laboratoire est également membre fondateur de deux GDR-CNRS : "Marché du travail et genre (MAGE) et "CADRES".

Publication : **Les Cahiers du Lasmas** : <http://lasmas.iresco.fr/cahiers.php>  
<http://www.cmh.ens.fr/>

### **LEST (Laboratoire d'Economie et de Sociologie du Travail)**

Laboratoire rattaché au CNRS et Centre associé au Céreq situé à Aix-en-Provence. Possibilité de télécharger la lettre du Lest et présentation de ses différentes publications. Catalogue en ligne des périodiques reçus à la bibliothèque.

En 2006, le **LEST** et le Centre de Science Politique Comparative (CSPC) prolongent la réflexion engagée en organisant les 4 et 5 septembre 2006 à l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence un colloque intitulé " Travailler avec, travailler sur, être travaillé par : les acteurs professionnels de l'action publique face aux instruments de régulation ".

<http://www.lest.cnrs.fr>

### **LIRHE (Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Ressources Humaines et l'Emploi)** disciplines du Droit du Travail et du Droit Social, de l'Économie de l'Emploi et de la Gestion des Ressources Humaines.

La pluridisciplinarité, autour des thèmes de l'emploi et de la gestion des ressources humaines, constitue un mode de fonctionnement privilégié et représente une des marques distinctives du laboratoire parmi les structures de recherche comparables.

Laboratoire rattaché au CNRS et Centre associé au Céreq, situé à Toulouse. Accès aux **Notes du Lirhe** au format PDF, liste des **Cahiers du Lirhe**, avec résumés téléchargeables pour les plus récents, catalogue des travaux téléchargeables, liste des thèses du Lirhe, lien avec Sudoc pour les thèses et avec le Catalogue collectif de France. Portail de sites proposant des documents de recherches ou d'études en téléchargement.

<http://lirhe.univ-tlse1.fr/>

**LISE**, depuis 2004, fédère les forces du : Groupe de Recherche Interdisciplinaire sur les Organisations et le travail (GRIOT) et celles du Laboratoire de Sociologie du Changement Institutionnel (LSCI). Le LISE est implanté dans deux lieux parisiens : le Cnam et l'IRESO.

**Michel Lallement** et **Jean-Louis Laville**, co-directeurs du LISE.

<http://www.lise.cnrs.fr/>

### **Mage (MArché du travail et GENre)**

Le **GDR Mage** est le premier et seul groupement de recherche centré sur la question du genre. En 2003 il devient GDR européen, sous la direction de **Margaret Maruani**.

publication : une revue semestrielle : **Travail, genre et sociétés** qui a pour vocation de confronter les points de vue de chercheurs (sociologues, économistes, juristes, historiens, etc.) sur les inégalités entre hommes et femmes au travail et plus largement sur la place des femmes dans la société.

<http://www.mage.cnrs.fr/>

### **MATISSE (Modélisation Appliquée, Trajectoires Institutionnelles et Stratégies Socio-Économiques)** (Centre associé du Céreq en Ile de France) : observatoires universitaires de l'insertion professionnelle

Créé en 1993 par le Céreq suite aux questions soulevées lors de l'exploitation des résultats de l'enquête du Céreq de 1991 auprès des diplômés de l'enseignement supérieur de 1988. Depuis sa

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

création, le GTES a été régulièrement co-animé par un membre du Céreq (DEVA) et un membre d'un centre associé du Céreq en région. ce qui assure au GTES une existence nationale tout en lui permettant d'être sensible aux thématiques locales, régionales et nationales.

Ses domaines de recherche : l'insertion des jeunes et les systèmes de formation.

Jusqu'en octobre 2001, le **Matisse** a été dirigé par **Bernard Gazier**, Professeur à l'Université Paris 1 il a été remplacé depuis lors par Jean-Luc Outin, chargé de recherche CNRS.

Matisse suit l'analyse économique des dynamiques à l'œuvre dans les mutations des sociétés contemporaines, au sein de différents champs : travail et emploi, politiques sociales, industries et évolutions technologiques, et secteur culturel

Revue : **ÉCONOMIES ET SOCIÉTÉS**, se propose de contribuer aux renouvellements conceptuels et aux débats d'idées qui animent les sciences économiques et sociales du Travail, de l'Emploi et des Relations professionnelles. Les travaux publiés évaluent les transformations des réalités socio-économiques, proposent une réflexion sur les concepts et les méthodes d'analyse de ces réalités.

<http://matisse.univ-paris1.fr/radojcic/>

### **URMIS (Unité de Recherche "Migrations et Société")**

L'**URMIS** est un laboratoire spécialisé dans l'étude des migrations et des relations interethniques qui regroupe des chercheurs relevant de plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, droit, histoire). Les recherches empiriques conduites dans les différents programmes du laboratoire sont l'occasion de confronter les questions théoriques et méthodologiques posées par les modalités d'insertion des populations immigrées, la constitution d'espaces migratoires transnationaux, les dynamiques culturelles dans les sociétés pluri-ethniques.

L'équipe participe à plusieurs réseaux de recherche : "Droit, langues, cultures", "Marché du travail et genre" (MAGE), "Socio-économie de l'habitat", "Femmes en migration" (CEDREF).

**Maryse Tripiet, Alain Morice** : chercheurs de l'équipe de Paris

Publication : la revue **Cahiers de l'Urmis** (en ligne)

<http://www.unice.fr/urmis-soliis/>

---

### **laboratoires de recherche en région**

**Le Centre associé au Céreq de Rouen**, rattaché à l'Université de Rouen, est dirigé par M. **Charles Gadéa**, Professeur de **sociologie**. Son activité se déploie à partir de questions liées à la sociologie des professions, de l'insertion professionnelle et de la formation, notamment la formation continue. Quatre axes de recherche sont développés :

- la question de la construction, la transmission et la validation des qualifications, savoirs et compétences,
- la dynamique des groupes professionnels,
- la dimension structurante du genre dans le marché du travail,
- l'insertion professionnelle des sortants du système éducatif, les politiques nationales ou locales de formation, d'emploi, de lutte contre l'exclusion.

### **GRIS (Groupe de Recherche Innovations et Sociétés)**

**Le GRIS** est le laboratoire de recherche du Département de sociologie de l'**Université de Rouen**, ayant le statut d'« Equipe d'accueil ». Il est composé d'une cinquantaine de chercheurs en sociologie et en anthropologie : enseignants-chercheurs, chercheurs associés et doctorants.

Les recherches développées portent sur l'étude des innovations dans les sociétés contemporaines, appliquées aux domaines suivants : le travail et les professions, les qualifications et les compétences, la santé, la technique et la science, l'éducation, la formation, la culture, les questions urbaines, et les politiques locales. [http://www.univ-rouen.fr/jsp/fiche\\_pagelibre.jsp?STNAV=LGRIS&RUBNAV=&CODE=09511370&LANGUE=0](http://www.univ-rouen.fr/jsp/fiche_pagelibre.jsp?STNAV=LGRIS&RUBNAV=&CODE=09511370&LANGUE=0)

### **LERS (Laboratoire d'Etude et de Recherche Sociales)**

**Le LERS** fondé en 1983, est le laboratoire de l'**Institut du Développement Social**. Il a la vocation de produire des données par le moyen de recherches et d'études, de transmettre des connaissances et d'observer les évolutions des pratiques dans le champ politique et social. C'est un « lieu » de production sociologique, discipline privilégiée pour comprendre les transformations sociales complexes à l'intersection du politique, de l'éthique, du social et de l'économique. Le Lers privilégie dès lors plusieurs axes de recherche :

- l'action sociale ;
- les qualifications professionnelles de l'intervention sociale ;
- les politiques de la ville, de la régulation sociales et de la sécurité ;
- l'ethnicité et l'immigration ;
- l'intégration et les discriminations

Site Web : [www.ids.fr](http://www.ids.fr)

Contact : [lrs@ids.fr](mailto:lrs@ids.fr)

**La Fondation Dublin** : Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail

Organisme tripartite de l'Union européenne créé en 1975, la Fondation a pour mission de fournir des informations aux membres et au personnel des institutions européennes ainsi qu'aux partenaires sociaux (syndicats, organisations patronales, gouvernements des États membres) et de contribuer à la conception et à l'établissement de meilleures conditions de vie et de travail.

Publication : **Les cahiers de la Fondation** (téléchargeables) rassemblent les résultats des recherches effectuées au cours de nombreuses années sur un certain nombre de grands thèmes :

- Promouvoir un meilleur emploi

- Favoriser l'égalité des chances

- Gérer la diversité

- Soutenir l'insertion sociale

- Suivre l'utilisation changeante du temps

- La Fondation continue à élaborer ses travaux de recherche dans de vastes domaines en développant l'Observatoire européen <http://www.fr.eurofound.eu.int/working/working.htm> des conditions de travail.

<http://www.fr.eurofound.eu.int/contact.htm>

### **L'Observatoire du Travail**

L'Observatoire du Travail est le fruit d'un partenariat entre Bernard Brunhes Consultants-Groupe BPI, L'Express et BVA. Son objectif est de faire le point - trois fois par an - sur l'état d'esprit des salariés du privé et du public : quelle relation entretiennent-ils avec leur travail et leur entreprise ? comment cette relation évolue-t-elle ou va-t-elle évoluer, selon eux ? quels espoirs, quelles craintes face aux changements attendus - internes ou externes à leur entreprise ou administration ? etc.

[http://www.groupe-bpi.com/page\\_observat.html](http://www.groupe-bpi.com/page_observat.html)

---

### **Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes.**

L'Institut, dont le règlement a été formellement adopté le 20 décembre 2006, est conçu comme un appui technique tant pour les États membres que pour les institutions communautaires – dont notamment la Commission – afin d'assurer au mieux la mise en œuvre de la politique communautaire en matière d'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

L'Institut assurera la collecte et l'analyse de données objectives, fiables et comparables au niveau communautaire, le développement d'outils méthodologiques appropriés notamment pour l'intégration de la perspective du genre dans les politiques communautaires; il facilitera l'échange de bonnes pratiques, le dialogue entre acteurs concernés et donnera une plus grande visibilité aux citoyens européens de cette politique.

[http://ec.europa.eu/employment\\_social/gender\\_equality/gender\\_institute/index\\_fr.html](http://ec.europa.eu/employment_social/gender_equality/gender_institute/index_fr.html)

---

**Observatoire des inégalités** : Contribue à éclairer, par sa position d'observation, les choix publics en dressant un état des lieux, et ainsi de formuler des pistes pour avancer vers l'égalité

<http://www.inegalites.fr/>

**Observatoire national de la pauvreté** : Créé en 1998, l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale a pour mission de rassembler les données, jusque là dispersées, sur les situations de pauvreté, de précarité et d'exclusion sociale.

[http://www.social.gouv.fr/rubrique.php3?id\\_rubrique=5](http://www.social.gouv.fr/rubrique.php3?id_rubrique=5)

<http://www.travail-solidarite.gouv.fr/espaces/social/partenaires-institutionnels-associatifs/observatoire-national-pauvrete-exclusion-sociale-onpes/presentation-onpes-6008.html>

**Observatoire National des pratiques en Santé Mentale et Précarité (ONSMP)**. Il s'adresse à un public de professionnels du champ sanitaire et social qui, dans l'exercice de leur fonction, sont confrontés à la souffrance psychique.

<http://www.orspere.fr/>

---

## **SITES OFFICIELS**

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

**AFPA** organisme de formation professionnelle qualifiante pour adultes, demandeurs d'emploi et salariés en France et en Europe. intervient sur l'ensemble des questions d'orientation professionnelle, de formation professionnelle, de validation des acquis professionnels et de conseil en matière de ressources humaines. Sur son site, dossier thématique, fichier métier...

<http://www.afpa.fr/>

### **Agence Nationale pour l'amélioration des Conditions de travail (ANACT)**

Dossiers thématiques : santé et travail ; compétences ; organisation et technologie ; âges, travail et emploi

[http://www.anact.fr/portal/page?\\_pageid=497,131532&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://www.anact.fr/portal/page?_pageid=497,131532&_dad=portal&_schema=PORTAL)

### **Agence en région : Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Haute-Normandie**

<http://www.haute-normandie.aract.fr/index.php>

### **ANPE**

<http://www.anpe.fr/>

<http://www.anpe.fr/observatoire/>

**Dans le cadre de son Observatoire, l'ANPE publie des études et synthèses statistiques sur le marché du travail et de l'emploi. Les thèmes de publication : métiers, emploi & activité, publics....**

### **La WebTV ANPE : des vidéos métiers en ligne**

<http://webtv.anpe.net>

Ce site vous propose 3 espaces de consultation des vidéos réalisées par l'ANPE :

-L'espace actualités présente en 2 minutes maximum des opportunités d'emploi, un agenda des forums emploi, et "à l'affiche", des reportages sur des dispositifs d'aide à la recherche d'emploi.

- L'espace métiers qui recrutent propose une sélection de vidéos sur les métiers porteurs et ouverts au crédit d'impôt.

- Le catalogue métier propose 120 vidéos métiers regroupées par secteurs professionnels.

**Assedic** : <https://www.assedic.fr/assedic/assedic.portal>

**Légifrance** : L'essentiel du droit français: texte intégral des codes, des conventions collectives et des lois et décrets depuis 1978 et le Journal officiel depuis 1990.

<http://www.legifrance.gouv.fr/>

Site du **ministère de l'emploi, de la cohésion sociale, et du logement** l'ensemble des informations pratiques sur le droit du travail

<http://www.travail.gouv.fr/informations-pratiques/fiches-pratiques/91.html>

et aussi la vidéothèque

<http://www.travail.gouv.fr/publications-videotheque/videotheque/52.html>

Publications Dares

<http://www.travail.gouv.fr/etudes-recherche-statistiques/etudes-recherche/publications-dares/98.html>

**Service-public** :le portail de l'administration française

<http://www.service-public.fr/>

Le portail "**vie-publique.fr**" , service édité par la Documentation française dans le cadre de sa mission générale d'information et de documentation sur l'actualité politique, économique, sociale et internationale, propose des ressources et données utiles pour appréhender les grands sujets qui animent le débat public.

<http://www.vie-publique.fr/>

## **REVUES en ligne**

La revue électronique **@ctivités** publie des textes à finalité de recherche et des textes à finalité réflexive sur l'intervention.

Il s'agit de contribuer à définir l'activité en tant que concept théorique. L'objectif est de développer l'expérience de l'intervention et son efficacité. Les textes issus d'interventions, pour le diagnostic ou la conception, menées dans des situations de travail ou de la vie quotidienne (organisation, dispositifs, ressources, outils,..) s'attacheront plus particulièrement à mettre en évidence comment intervenir par et sur l'activité.

<http://www.activites.org/>

**Cahiers du Genre** entendent mettre l'accent sur les débats théoriques relatifs aux rapports sociaux de sexe et de pouvoir. Cette publication, qui paraît deux fois l'an, a pour objectif de contribuer à la production de nouveaux outils, concepts et analyses dans le champ des sciences sociales.

[http://cahiers\\_du\\_genre.iresco.fr/index.htm](http://cahiers_du_genre.iresco.fr/index.htm)

**\*Sommaire et résumé en ligne**

**Cahiers de l'Urmis** sont publiés par l'unité de recherche Migrations et société, (Urmis-Soliis), laboratoire spécialisé dans l'étude des migrations et des relations interethniques qui regroupe des chercheurs relevant de plusieurs disciplines (sociologie, anthropologie, droit, histoire). La revue est avant tout le reflet des travaux en cours et des nouveaux chantiers de recherche dans le laboratoire, un lieu de débat avec les équipes françaises et étrangères et un support d'expression pour les doctorants et les jeunes chercheurs.

L'essentiel des articles des Cahiers de l'Urmis sont diffusés en ligne sur le site de revues.org :

<http://urmis.revues.org>

et sur RevEL, plateforme de publications de l'Université de Nice-Sophia Antipolis.

<http://www.unice.fr/urmis-soliis>

**Genèses**, une revue trimestrielle de sciences sociales et d'histoire

La revue "Sociétés Contemporaines", créée en 1990 à l'initiative de l'IRESKO, se propose de contribuer aux échanges et aux interactions entre la sociologie et les disciplines voisines : démographie, économie, géographie, sciences politiques, histoire, anthropologie, ethnologie, psychologie sociale.

Comité de rédaction **Gérard Noiriel**

<http://www.iresco.fr/revues/geneses/presentation.htm>

**\*uniquement résumés d'articles**

**Hommes & Migrations** étudie tous les processus, sociaux, économiques, politiques, culturels, anthropologiques ou autres, qui découlent, même indirectement, du phénomène migratoire : cohabitation entre les cultures et les peuples ; racisme et antiracisme ; nationalisme ; laïcité, dialogue entre les religions...

Sommaire et résumé sont en ligne ainsi que quelques articles en intégral.

<http://www.hommes-et-migrations.fr/>

**Idées** : la revue des professeurs de **Sciences Economiques et Sociales** (créée en 1969, à peine deux ans après la naissance des SES ; nécessité imposée par les caractéristiques de cette nouvelle discipline). Chaque numéro est organisé autour d'un dossier thématique. Certains articles téléchargeables sont proposés sous une forme identique à l'original.

Voir sur notre thématique : **n° 137, n° 139.**

<http://www.cndp.fr/revueedes/>

**La revue de la CFDT** propose tous les deux mois un dossier thématique d'actualité, avec des contributions de responsables de l'organisation et de textes d'experts, ainsi que des informations clés pour compléter ses connaissances. N°s téléchargeables sur site sauf le dernier.

La partie "Éclairages" présente des sujets concernant la CFDT.

[http://www.cfdt.fr/cfdt\\_a\\_z/connaitre/publication/la\\_revue.htm](http://www.cfdt.fr/cfdt_a_z/connaitre/publication/la_revue.htm)

Depuis 1981, **La Revue du M.A.U.S.S.** s'est imposée comme une des toutes premières revues interdisciplinaires et un des lieux importants du débat public en France. Elle offre des perspectives inédites en **sciences économiques, en anthropologie, en sociologie ou en philosophie politique**. Elle a contribué au développement de tout un ensemble de théories et d'approches originales — dont le plus petit commun dénominateur est probablement ce qu'elle appelle le

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

paradigme du don —, qui la font maintenant apparaître comme l'organe d'un courant de pensée original dans le champ des sciences sociales et de la philosophie politique.

Directeur de la publication : **Alain Caillé** qui est aussi le directeur de **GEODE** un laboratoire de recherches pluridisciplinaires qui associe sociologues, historiens, politistes, philosophes, anthropologues et ethnologues. Sa mission principale consiste à étudier l'expérience et l'idée démocratiques, la sociologie électorale, l'histoire ou l'analyse juridique des institutions républicaines, les doctrines des grands penseurs de la démocratie et de l'anti-démocratie, par exemple, la dynamique démocratique ou encore les multiples formes de la contestation de la démocratie.

<http://www.revuedumauss.com/>

**\*sommaire et introduction téléchargeables**

**PISTES** Perspectives interdisciplinaires sur le travail et la santé (PISTES) est une **revue électronique** scientifique interdisciplinaire s'intéressant aux aspects sociaux et humains du travail et à leurs liens avec la santé des personnes. Elle privilégie les approches de recherche prenant en compte le travail réel et s'intéresse particulièrement aux thématiques innovatrices sur le travail et la santé.

<http://www.pistes.uqam.ca/>

**Plein droit**, la revue du GISTI. se veut avant tout un outil de réflexion, mais aussi de combat, placé à un endroit hautement stratégique : la croisée des chemins entre l'immigration et le droit. Depuis 1987, "Plein Droit" donne la parole aussi bien à des chercheurs, universitaires, juristes, qu'à des membres de l'association, pour faire progresser la réflexion sur la place des étrangers dans la société française. Chaque numéro s'article autour d'un thème principal.

Articles en ligne.

<http://www.gisti.org/spip.php?rubrique38>

**Travail, genre et sociétés**, revue semestrielle créée par le groupement de recherche Marché du travail et genre en Europe (Mage - CNRS) est une revue pluridisciplinaire et européenne. Elle a pour vocation de confronter les points de vue de chercheurs (sociologues, économistes, juristes, historiens, etc.) sur les inégalités entre hommes et femmes au travail et plus largement sur la place des femmes dans la société. **Margaret Maruani** est directrice de la revue, **Tania Angeloff** fait partie du comité de rédaction .

<http://www.tgs.cnrs.fr/numannees.htm>

**\* Sommaire et résumé en ligne**

La Revue **Travailler**, revue internationale de Psychopathologie et Psychodynamique du travail, est une revue ouverte aux débats, mais fermement argumentée du point de vue théorique. L'éventail des articles est large : contributions émanant de toutes les branches des sciences humaines aussi bien que des sciences de l'ingénieur ou des sciences médico-biologiques, dans la mesure où elles traitent du travail ou de l'action.

**Pascale Molinier** est la rédactrice en chef de la revue Travailler

<http://www.cnam.fr/psychanalyse/recherche/revue/index.html>

**\* Sommaire en ligne, résumés des articles et quelques articles téléchargeables (numéro 3).**

**Ville-École-Intégration**, revue créée en 1973, anciennement :

- Migrants Formation (octobre 1973 - mars 1998)
- VEI Ville École Intégration (juin 1998 - décembre 1999)
- VEI Enjeux (mars 2000 - mars 2002)
- Ville École Intégration Enjeux (juillet 2002 - mars 2004)

**Ville Ecole Intégration Diversité** est une revue trimestrielle dont les champs d'étude portent sur la ville, l'école et l'intégration, dans la complexité de leurs croisements. Les problèmes urbains, sociaux et éducatifs se télescopent, en effet souvent au détriment des mêmes personnes, des mêmes enfants, souvent d'origine immigrée, dans des lieux autrefois qualifiés de quartiers populaires puis de banlieues et que l'on ne sait désormais même plus nommer très précisément.

Les articles de cette revue sont téléchargeables. <http://www.cndp.fr/vei/>

Le prochain numéro - n° 149, juin 2007- s'intitule : « Enseigner l'histoire de l'immigration »

## **EDITEURS**

### **Éditions La Découverte**

9 bis, rue Abel-Hovelacque  
75013 Paris

Rendre compte des meilleurs travaux de recherche en **sciences humaines et sociales** : dans de nombreuses disciplines (géopolitique, philosophie, histoire, sociologie, économie, sociologie des sciences, anthropologie, etc.), des chantiers intellectuels novateurs, contribuant au renouveau de la pensée critique, se sont développés ces dernières années. Ils sont accueillis dans les collections «Textes à l'appui», « Recherches », « Sciences et société », Armillaire, ainsi que dans les revues Hérodote, La Revue du MAUSS et Mouvements.

Recherches/Bibliothèque du M.A.U.S.S.

Dirigée par **Alain Caillé**, la collection « Recherches / Bibliothèque du M.A.U.S.S. » accueille, issus de toutes les disciplines des sciences sociales, venant d'auteurs confirmés ou débutants, les travaux qui attestent de la pertinence d'un questionnement anti-utilitariste dans les champs les plus divers de la pensée.

Cette collection accueille la série « Économie solidaire et démocratie », animée par le CRIDA (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie), qui s'attache à l'analyse du fait associatif dans la perspective d'une économie et d'une démocratie plurielles.

<http://www.editionsladecouverte.fr/repere/index.asp>

### **Editions La Dispute**

109 Rue Orfila 7  
75020 Paris

### **Editions Le Croquant**

Broissieux  
73340 Bellecombe-en-Bauges

Les Éditions du Croquant publient des ouvrages de chercheurs en **sciences humaines** en étroite collaboration avec l'association Raisons d'Agir, des témoignages d'expériences sociales innovantes et des travaux de collectifs du mouvement social.

Les collections :

Savoir/Agir : Une collection d'intervention critique dirigée par l'association Raisons d'Agir qui est la continuité du travail initié par Pierre Bourdieu

Artisans d'utopie : Les formes sociales innovantes.

Turbulences : essais critiques, prises de position à contre-courant.

Idées coopératives : débats de société sur la place de la personne dans les activités économiques, sur la démocratie en entreprise, sur les nouveaux statuts du salarié.

<http://atheles.org/editionsducroquant/>

### **Éditions de l'EHESS**

131 boulevard Saint-Michel  
75005 PARIS

Les Éditions de l'EHESS publient des ouvrages représentatifs de l'actualité de la recherche en **sciences humaines**. Depuis la fondation en 1947 de la VI<sup>e</sup> section de l'École pratique des hautes études, les Éditions accompagnent les transformations de cet établissement devenu en 1975 l'École des hautes études en sciences sociales.

Le catalogue propose actuellement environ 650 références, réparties entre une dizaine de collections et huit revues de rayonnement international.

<http://www.ehess.fr/html/html/155.html>

### **Editions ERES**

Société d'éditions "Recherches et synthèses"

11 rue des Alouettes -  
31520 Ramonville Saint-Agne

Les éditions Erès, créées en 1980, sont une maison d'édition spécialisée dans le domaine **des sciences humaines** et des pratiques qui s'en inspirent. Fidèles aux idées humanistes et sociales de Georges Hahn, elles privilégient la diversité des approches théoriques, cliniques et sont ancrées dans la réalité des pratiques professionnelles, tout en étant vigilants quant à la qualité scientifique et/ou technique mais surtout humaine et éthique.

## « Le travail en questionS » : Précarité du travail et de l'emploi : la solidarité organique à l'épreuve.

**nouvelle collection : Sociétés en changement** dirigée par **Jean-Louis Laville**, sociologue, professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), titulaire de la chaire « Relations de service » et codirecteur du LISE : Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNRS-CNAM, Paris). Il s'intéresse à **l'analyse de nos sociétés du côté de l'économie**.  
<http://www.edition-eres.com/>

### **Octares Editions**

24, rue Nazareth  
31000 Toulouse

Les collections :

**Travail et Activité Humaine** dirigée par François Daniellou, **Gilbert de Terssac** et **Yves Schwartz**,

**Colloque** : le but et les orientations de la " Collection Colloque " sont de dresser à un instant donné l'état des lieux dans différents domaines suite à une rencontre entre professionnels. Les contributions réunies dans cette " Collection Colloques " émanent à la fois de laboratoires de recherche et d'acteurs de terrains. Cette collection permet de rassembler les communications présentées lors des colloques.

**Applications de l'anthropologie** dirigée par Jean-François Baré et Philippe Geslin. Comité scientifique Jean-François Baré, Philippe Geslin, Annie Hubert Gérard Lenclud, Claude Raynaud  
La collection « Applications de l'anthropologie » souhaite témoigner de cette double évolution du monde et de la pratique anthropologique, par l'édition et la diffusion de textes vivants et écrits aussi simplement que possible.

<http://www.octares.com>

### **Les Editions Qui Plus Est**

Sylvie Darré et Isabelle Randé  
1, impasse de la baleine  
75011 – Paris

Après huit années d'expérience aux éditions EAP (Editions et Applications Psychologiques), -en tant que responsable du département orientation-insertion-, et responsable d'éditions, Sylvie Darré et Isabelle Randé ont créé en 2004 Les Editions «Qui plus est »

Les publications et formations concernent essentiellement les professionnels de **l'orientation, du bilan, de la formation et des ressources humaines**.

Voir rubrique : ouvrages

<http://www.editionsquiplusest.com/>

## Médias, pour en savoir +

**France Culture** : rubrique programmes <http://www.radiofrance.fr/chaines/france-culture/programmes/> et consulter les archives des émissions ci-dessous référencées

- **Les chemins de la connaissance** , du lundi au vendredi de 11h30 à 12h des thématiques renouvelées et centrées sur l'histoire des sensibilités, des mentalités, des idées ou des religions, la philosophie ou l'éthique.

- **L'économie en questions**, Le lundi de 19 h 30 à 20 h 30 L'objectif de l'émission, est de questionner l'économie pour tenter de comprendre l'évolution des sociétés contemporaines, A travers l'apport d'informations et les analyses des experts, il s'agit de fournir des éléments de réflexion pour juger des grands enjeux en cours ou à venir.

- **La nouvelle fabrique de l'histoire** du lundi au vendredi de 10h à 11h L'objectif de l'émission est de montrer le lien qui nous unit individuellement ou collectivement au passé.

**France Inter** : émission de Daniel Mermet : **Là-bas si j'y suis**

57 émissions sur le thème de la précarité et du chômage.

[http://www.la-bas.org/mot.php3?id\\_mot=22](http://www.la-bas.org/mot.php3?id_mot=22)

L'association **Ciné-Travail** s'est constituée à Lyon afin de créer des rencontres entre représentants du monde du travail et de l'entreprise, des consultants, des chercheurs en sciences humaines et sociales, des universitaires, des étudiants, des professionnels de l'audiovisuel autour d'un champ d'intérêt commun : filmer le travail, pourquoi et comment ?

Faire se rencontrer des publics et des professionnels différents également concernés par le travail mais dont les points de vue peuvent être divergents et/ou complémentaires afin de susciter des débats.

D'interroger le langage cinématographique dédié au travail : en quoi enrichit-il les regards sur le travail mais aussi en quoi le travail inspire-t-il le cinéma ?

De promouvoir le développement de la réflexion sur le cinéma et de toutes formes d'expression sur le thème « Filmer le travail ».

[http://www.cine-travail.org/all\\_page.asp?lg=fr](http://www.cine-travail.org/all_page.asp?lg=fr)

**TFS** Téléformation & Savoirs

rubrique Ressources , Vidéothèque

<http://www.tfs.afpa.fr/site2/index.asp>

**Oasis-TV.net**

Voir rubrique « **histoire des techniques, hommes et travail** » qui porte sur les apports de la science au regard des grandes mutations socio-économiques et techniques (vidéos de conférences)

<http://www.oasis-tv.net/>

Les différentes **chaînes de télévision** ont programmé assez régulièrement des documentaires sur le monde du travail . **La sélection suivante - qui illustre les différentes thématiques de nos conférences - permettra d'être attentif aux rediffusions.**

**Sur France 5**

**Vu à la télé, la saga des immigrés. Édouard Mills-Affif, Anne Riegel. 2005**

Un documentaire en deux volets de 52 minutes chacun sur la représentation de l'immigration à la télévision française.

**L'agence . Yves Riou, Philippe Pouchain. Octobre 2005** : portrait de chercheurs d'emploi en 3 volets retraçant le quotidien des demandeurs d'emploi et des employés de l'ANPE.

**Le grand méchant stress. Philippe Jarriault. Septembre 2005** (médecin coordinateur chez Renault)

**Mon boulot, l'europe et moi. Anne Kunvari. 2005.**

"Journal" du combat mené par les salariés de l'usine Ronal en Lorraine, qui montre les mécanismes de la délocalisation.

**La sieste, quel boulot. Chantal Lasbats. 2004**

Champions du monde du taux d'activité, les salariés français sont aussi champions du monde des anxiolytiques. Les experts sont formels, la sieste est une revendication très sérieuse.

**Jours précaires. Cyril Mennegun. 2004**

A travers le portrait de 2 personnes, le réalisateur nous fait partager le quotidien de "travailleurs pauvres".

**Le plafond de verre. Yamina Benguigui. 2003**

Réflexion autour de la discrimination sur le marché du travail

**Moulinex, la mécanique du pire. Gilles Balbastre. 2003**

Le réalisateur a demandé "comment cela a-t-il pu arriver à une entreprise aussi célèbre ? " aux anciens PDG, cadres dirigeants et ouvriers de Moulinex.

**Sur le site de France 5.** rubrique : **Bien vivre le monde du travail** <http://emploi.france5.fr/>

**Sur France 2**

**Femmes précaires. Marcel Trillat. Janvier 2006**

Le quotidien de femmes qui luttent quotidiennement contre la misère.

**Les tenaces. Karin Anka. 2004**

Le quotidien de "travailleurs pauvres", notamment le problème du logement.

**Sur Arte**

**Welcome Europa. Bruno Ulmer. 2006**

Documentaire qui présente l'errance de migrants kurdes clandestins.

**La vie par les bords. François Bon, Fabrice Cazeneuve. Janvier 2006.**

Paroles d'élèves d'un lycée professionnel.

**Sur Canal +**

**Dans la peau d'un noir. Renaud Le Van Kim, Adrien Soland, Stéphanie Pelletier. 2007**

Documentaire spectaculaire qui révèle l'ampleur des discriminations au quotidien. Pendant un mois, grâce à un maquillage perfectionné, 2 familles échangent leur couleur de peau.

## Centres de ressources participant au réseau Ranfor

### **Centre de ressources du CAFOC**

*GIP FCIP – Groupement d'Intérêt Public « Formation continue et insertion professionnelle »*

*2, rue du Docteur Fleury*

*BP 102*

*76134 MONT-SAINT-AIGNAN Cedex*

*Tél. 02.32.08.96.60*

*Fax 02.32.02.97.00*

*E-mail : [cecile.feydel@ac-rouen.fr](mailto:cecile.feydel@ac-rouen.fr)*

*Site Internet :*

*[http://www.ac-rouen.fr/rectorat/enseignements\\_formation-continue/home.htm](http://www.ac-rouen.fr/rectorat/enseignements_formation-continue/home.htm)*

*Personne à contacter : **Cécile FEYDEL***

#### **HORAIRES D'OUVERTURE**

*Du lundi au vendredi : 9 h à 17 h 30*

*De préférence sur rendez-vous.*



## **Centre de ressources du CREFOR**

*Centre de Ressources pour la Formation Professionnelle en Haute-Normandie*

*Immeuble Normandie I - 98, avenue de Bretagne - BP 1152*

*76176 ROUEN CEDEX 1*

*Tél. 02.35.73.98.79 / 89*

*Fax 02.35.73.07.60*

*E-mail : [crefor@crefor.asso.fr](mailto:crefor@crefor.asso.fr)*

*[dominique.rousseau@crefor.asso.fr](mailto:dominique.rousseau@crefor.asso.fr)*

*Site Internet : <http://www.crefor.asso.fr>*

*Personnes à contacter : **Emmanuel CHRISTAIN***

***Céline MOTHELAY***

***Dominique ROUSSELIN-LEGRAND***

***HORAIRES D'OUVERTURE***

*Sur rendez-vous.*



## **Centre de ressources de l'IDS**

*INSTITUT DU DEVELOPPEMENT SOCIAL – CERIS  
Centre d'Expertises et de Ressources en réseau pour l'Intervention  
Sociale (CERIS-IDS)  
Route de Duclair  
BP 118  
76380 CANTELEU*

*Tél. 02.32.83.25.02*

*Fax 02.32.83.25.53*

*E-mail : [ceris@ids.fr](mailto:ceris@ids.fr)*

*Site Internet : <http://www.ids.fr/>*

*Nom de la responsable du CERIS : **Christine Batime***

*Personne à contacter : **Marie-Noëlle Fabre***

### **HORAIRES D'OUVERTURE**

*Lundi : 13h00 – 18h00*

*Mardi : 8h30- 18h00*

*Mercredi, Jeudi : 8h30 - 17h30*

*Vendredi 8h30 - 17h00*



## **Centre de ressources de l'IFA**

*Institut des Formations par Alternance  
11, rue du Tronquet  
76130 MONT-SAINT-AIGNAN*

*Tél. 02.35.52.85.00  
Fax 02.35.52.85.19/10*

*E-mail : [germaine.doley@ifa-rouen.fr](mailto:germaine.doley@ifa-rouen.fr)*

*Site Internet : <http://www.rouen.cci.fr/ifa>*

*Personnes à contacter : **Germaine DOLEY***

### **HORAIRES D'OUVERTURE**

*Du lundi au jeudi : 8h00 - 17h30  
Vendredi : 8h00 - 13h00*



